

**DANS CE
NUMERO :**

■ **Albert BAYET, Alioune D'IOU, Jean DRESCH, Fernand GRENIER, Louis MARTIN - CHAUFFIER, l'Amiral MUSELIER, Jean PIERRE-BLOCH, Françoise ROSAY, Laurent SCHWARTZ, Henry TORRES, le Pasteur André TROCME, Maurice VAUSSARD, flétrissent le racisme sud-africain.** (Page 4.)

■ **Pierre PARAF : En marge de certains procès.** (Page 3.)

■ **Bernard LAVERGNE : Le danger qui vient d'outre-Rhin.** (Page 9.)

■ **Olga WORMSER : L'insurrection du Ghetto de Varsovie.** (Page 10.)

■ **Les recommandations du Colloque des Enseignants et Educateurs sur le racisme.** (Page 7.)

Droit et **L**iberté

CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME, POUR LA PAIX

LE RACISME TUE en Afrique du Sud



Vague
d'indignation
dans le
monde entier

A PARIS

- Une délégation du M.R.A.P. à l'ambassade sud-africaine.
- Création d'un large « Comité pour la justice et l'égalité en Afrique du Sud ».
- Des personnalités de toutes tendances nous font parvenir leurs protestations

(Voir pages 4, 5 et 6)

LE DIMANCHE
29 Mai
se tiendront
AU PALAIS
DE L'U.N.E.S.C.O.

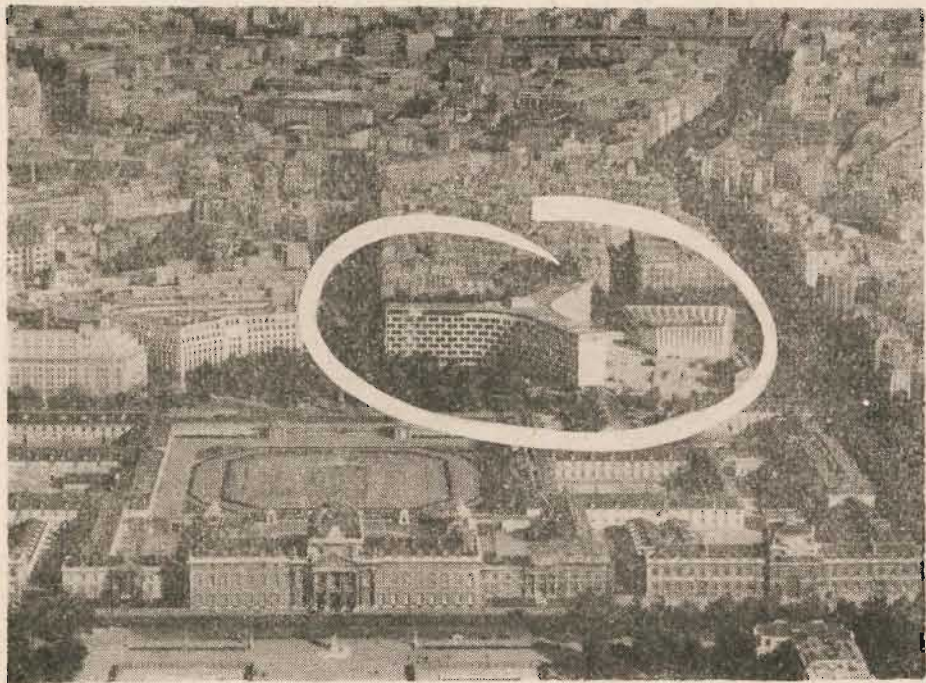
**les assises
de la France
antiraciste**

LE M.R.A.P. a pris l'initiative, cette année encore, d'une Journée Nationale contre le Racisme, l'antisémitisme et pour la paix, qui se déroulera, le dimanche 29 mai, dans la grande salle de conférences du Palais de l'U.N.E.S.C.O.

C'est la 12^e fois qu'auront lieu de telles assises. Au fur et à mesure qu'elles se sont succédées, depuis 1949, nos Journées Nationales ont marqué l'ampleur croissante du mouvement antiraciste dans notre pays, et chacune d'elles a contribué à le développer davantage.

Le Prix de la Fraternité, décerné pour la première fois en 1956, la législation antiraciste déposée par le M.R.A.P. à

Albert LEVY.
(Suite page 7)



Ce bâtiment ultra-moderne en forme d'Y, photographié ici de la Tour Eiffel toute proche, est devenu maintenant familier aux Parisiens. C'est là que se déroulera la 12^e Journée Nationale.

LE CAP DES TEMPÊTES

ALGERIE, Union Sud-Africaine : l'attention du monde est fixée sur les deux extrémités de l'Afrique. Ici et là, des orangers, de la vigne, un climat sain, propice à l'établissement des Européens dans des plaines côtières adossées à de puissants massifs de hauts

par le

Pasteur L. VIENNEY

plateaux limités par une zone désertique, Kalahari ou Sahara.

Même climat humain aussi, hélas ! La presse, qui ne nous dit pas tout, nous parle de tension, de crise, de morts et d'arrestations en masse, de passions déchaînées, de panique.

Certes des mots différents doivent être employés pour décrire des réalités qui ne se recouvrent pas exactement. Le problème n'en est pas moins essentiellement le même. Quelles que soient ses raisons politiques invoquées ou sous-jacentes, nous

disons bien raisons politiques et non raisons morales, la double abstention de la France et de la Grande-Bretagne à l'ONU dans le vote de la motion condamnant l'Union Sud Africaine est révélatrice à la fois de cette identité foncière et d'une même mauvaise conscience.

Au Nord comme au Sud. Il ne suffit pas que des Français désapprouvent la politique de la France en Algérie pour que ces Français se croient le droit de

juger et de condamner sans plus ce qui se passe au Sud. Il y a aussi des protestataires en Grande-Bretagne et même en Union Sud Africaine, comme il y a des « libéraux » en Algérie. La solidarité nationale et la vérité sont plus exigeantes. Juger autrui c'est toujours se juger soi-même et cela ne va ni sans amertume, ni sans tristesse.

(Suite page 5)

75 centimes...

NOTRE journal, dans la dernière période, a joué un rôle particulièrement utile. Organe d'information, tribune d'union, il a été aussi, face aux menées néo-nazies, le mobilisateur des antiracistes, dont il reflétait la protestation résolue et unanime.

C'est en brandissant comme un drapeau le numéro spécial de **Droit et Liberté**, avec son gros titre : « A bas l'antisémitisme ! » que la jeunesse manifesta le dimanche 10 janvier, de l'Hôtel de Ville à la Bastille, après le défilé devant le Mémorial du Martyr Juif Inconnu.

Au cours de ces quelques mois, le nombre de nos lecteurs et abonnés s'est accru à un rythme sans précédent. La vente dans un certain nombre de kiosques parisiens, commencée en janvier, a donné des résultats prometteurs.

Dans le même temps, des améliorations notables ont été apportées à notre journal. Grâce aux deux pages supplémentaires, nous avons pu enrichir son contenu, tout en nous efforçant de le rendre plus attrayant (titre en couleur, clichés, nouvelles rubriques, etc.).

Il reste certes beaucoup à faire, et nous comptons sur les suggestions de nos lecteurs pour nous y aider.

Mais nous devons en appeler à eux dans un autre domaine encore.

Les nouvelles dispositions prises suffiraient à expliquer l'augmentation de nos charges. Il faut qu'on sache en outre que tous les journaux ont eu à subir récemment des hausses de 5 % sur les tarifs d'imprimerie, de 10 % pour les clichés, sans parler des tarifs postaux, des frais de routage et de l'ensemble des frais généraux, qui se sont élevés sensiblement il y a un plus d'un an.

C'est pourquoi notre Conseil d'Administration a décidé de porter à 0,75 NF le prix du numéro, à 7,5 NF l'abonnement annuel, et à 15 NF l'abonnement de soutien. Toutefois, pour favoriser la diffusion, seule l'augmentation du numéro sera immédiate, et les anciens tarifs d'abonnements restent maintenus jusqu'au 31 mai.

Les conditions matérielles de la presse font que, depuis la Libération, des dizaines de journaux, même soutenus par de puissants intérêts, ont disparu, après une existence plus ou moins éphémère. **Droit et Liberté**, lui, n'est pas à proprement parler une marchandise. On ne saurait monnayer la cause qu'il défend, l'action qu'il mène, l'espoir qu'il représente. Ne disposant pas de ressources occultes, s'il vit et se développe, c'est grâce au soutien permanent et actif de ses lecteurs, des amis du M.R.A.P.

Car l'acheter, s'y abonner, c'est déjà participer au combat antiraciste, le diffuser, plus encore.

Aussi, nous sommes certains que nos lecteurs, nos amis, apporteront très volontiers, chaque mois, 25 centimes de plus à ce combat indispensable. Mieux, nous sommes assurés qu'ils s'ingénieront à nous apporter un concours efficace, pour étendre toujours plus notre influence salutaire pour que triomphe l'idéal qui nous est cher : l'égalité, la tolérance, la fraternité des hommes.

Bon appétit, Messieurs !...

LES magasins de diététique à l'enseigne de l'Aliment sain vendent des produits alimentaires sélectionnés ; c'est leur but. Ils y ajoutent, sous forme de livres, un rayon de nourriture intellectuelle ; c'est leur droit. On peut s'étonner cependant que la culture de l'antisémitisme se justifie, dans ces magasins spécialisés, par une quelconque diététique de l'esprit.

Notre ami Henri Cohen, de Marseille, nous signale pourtant ce commerce inattendu de « produits de régime » que constitue dans ces magasins l'étalage des livres d'un certain Coston. Lequel, sous le titre ambitieux : Les financiers qui mènent le monde, par exemple, ressasse plus sordidement une prose antisémite.

Donner à L'ARGENT une estampille juive, c'est lui attribuer une couleur qu'il n'a pas, pas plus qu'il n'a d'odeur. C'est se comporter soi-même en faux-monnayeur. Et l'on sait, depuis Drumont, comment se fabrique cette fausse monnaie. Depuis Goebbels, on sait à quoi elle sert : à piller la boutique du juif d'en face. Pour commencer...

Mais que vient faire ce poison dans des boutiques alimentaires, entre le chou et le radis ? Le tout propagé par un organisme philanthropique et sanitaire et une revue qui s'intitule : « A table » ! Bon appétit messieurs ! O ministres intègres du poireau, conseillers vertueux de l'oseille. Entre le sucre de canne et le pain complet vous mangez aussi du juif ! Beaux végétariens ! A ce régime, si l'on n'y prenait garde, vous intoxiqueriez plus aisément votre clientèle que vous troubleriez la digestion des financiers qui mènent le monde.

Oncle TOM.

NEO-NAZISME

● Le M.R.A.P. et la R.A.T.P.

Mercredi 13 avril, une délégation du Conseil National du M.R.A.P., conduite par M^e Manville et comprenant Mme Sluzny, Charles Hutman et Bernard Korsakissok, a été reçue par le Directeur de la R.A.T.P.

Cette délégation a exprimé à ce haut fonctionnaire l'indignation de nombreux usagers du métropolitain devant les inscriptions antijuives qui recouvrent les murs des stations, et lui a fait remarquer que quinze ans après les massacres hitlériens, ces inscriptions constituent



Devant l'immeuble de la R.A.T.P.

un douloureux rappel pour les familles des victimes et une menace pour tous les survivants. De plus, ces graffiti odieux donnent aux touristes étrangers une image fautive et déshonorante de notre capitale.

Elle s'est étonnée que jamais un des auteurs de ces inscriptions n'ait été jusqu'à présent arrêté et condamné.

Elle a demandé que des mesures urgentes soient prises pour mettre fin à cet état de choses, et que les inscriptions soient effacées rapidement.

Le Directeur de la R.A.T.P. a indiqué que des instructions avaient été données aux agents des stations pour une surveillance accrue.

DROIT ET LIBERTÉ

MENSUEL

15, Fg Montmartre - Paris (9^e)

Tél. : PRO. 82-78

Tarif des abonnements

FRANCE :

Un an : 500 francs

ETRANGER

Un an : 700 francs.

Abonnement de soutien : 1.000 fr.
Compte Ch. Post. : 6070-98 Paris
Pour les changements d'adresse envoyer 60 fr. et la dernière bande.



Journal composé et imprimé par des ouvriers syndiqués

S.P.E.C. — Châteauroux
Gérante : S. BIANCHI.

● Incendie à Marseille

Un incendie dont l'origine criminelle ne fait aucun doute, se déclarait dans la nuit du 20 mars dans les locaux de l'agence « Pour Israël », cours Pierre-Puget, à Marseille.

Le ou les incendiaires ont pénétré dans les locaux par une porte débouchant sur une cour intérieure.

Le feu prit simultanément dans les trois étages supérieurs qu'occupe l'agence.

Dans un bureau, les pompiers ont découvert un tas de papier et un annuaire en train de se consumer lentement. Les dossiers d'archives avaient été arrosés d'essence.

Heureusement, les incendiaires avaient négligé d'ouvrir la fenêtre, et c'est le man-

que d'air qui a étouffé les flammes.

Il fallut cependant plus d'une heure et demie d'efforts pour circonscire le sinistre qui a fait d'importants dégâts.

Cet attentat étant typique des méthodes qui furent toujours celles des fascistes, l'enquête ouverte par la police devrait rapidement aboutir.

UNE DEMANDE D'AUDIENCE AU PREFET DE POLICE

Au nom du M.R.A.P., le président Léon Lyon-Caen a adressé une demande d'audience au Préfet de Police, pour l'entretenir de la campagne de croix gammées et d'inscriptions antijuives qui, loin d'avoir cessé, continue actuellement à Paris, notamment dans le 3^e arrondissement.

● Un local saccagé

Dans la nuit du 5 au 6 avril, un commando de jeunes voyous, probablement des nerfis de « Jeune Nation », a pénétré par effraction dans les locaux de la Caisse de Démarrage économique, à la Fédération des Sociétés Juives, rue St-Lazare, à Paris. Après avoir fracturé les tiroirs des bureaux, saccagé les dossiers, les vandales ont pris la fuite. L'enquête ouverte par la police n'a donné aucun résultat.

ALLEMAGNE

● L'affaire Oberlander

Dans quelques jours, va s'ouvrir en République Démocratique Allemande, le procès du Ministre des réfugiés du gouvernement Adenauer, OBERLANDER.

OBERLANDER est accusé d'avoir commis pendant la guerre, de nombreux crimes, en particulier d'être responsable du massacre des juifs de Lwow, en Pologne.

L'accusation lancée contre OBERLANDER, est étayée par de nombreuses preuves, preuves irréfutables et irréfutées. Bien que le parlement de l'Allemagne Fédérale ait absous l'ancien SS et que le chancelier Adenauer lui-même, au cours d'un déjeuner déclare que le cas d'OBERLANDER est réglé et ajoute pour justifier sa sympathie : « Bien sûr, OBERLANDER était national-socialiste, il était même tout à fait brun, mais il s'est opposé aux persécutions sanglantes. »

Oui, OBERLANDER était un nazi, un nazi de la première heure, déjà avec Hitler en 1923. Puis il occupa par la suite des fonctions extrêmement importantes dans le parti nazi. Il était le théoricien fasciste de la soi-disant lutte du peuple allemand avec, pour seul but, l'extermination et la déportation des populations slaves et juives de l'Europe de l'Est.

Bien avant l'agression de l'Allemagne, contre l'U.R.S.S., OBERLANDER, déjà organisait des détachements punitifs spéciaux destinés à accomplir des actes criminels sur les territoires de l'Union Soviétique, a démontré, documents à l'appui, au cours d'une conférence de presse, le 5 avril à Moscou, la Commission d'Etat désignée pour enquêter sur les crimes des nazis.

Au cours de cette conférence de presse, de nombreux témoins prirent la parole. Plusieurs d'entre eux, faits prisonniers, étaient plus ou moins liés avec OBERLANDER.

L'un d'entre eux a évoqué les premiers jours de l'occupation de Lwow. Voici dans sa brièveté et dans son horreur son récit :

« Il n'y avait pas de rue de la ville sans cadavres ; les hitlériens achevaient féroce-ment à coups de crosse et à coups de talon les blessés qui perdaient leur sang. »

Les unités qui ont perpétré ces massacres, étaient composées du régiment Brandeburg et du bataillon NACHTIGALL, tous deux sous le commandement politique d'OBERLANDER.

Autre témoignage :

M. Eliahu Jones, rédacteur à la radio de Jérusalem et qui vivait à l'époque à Lwow, a relaté, entre autres, les faits suivants :

« Sur la place devant la prison, on avait rassemblé des milliers de juifs. J'ai vu que d'innombrables juifs étaient torturés et pleins de sang. J'ai vu de mes propres yeux qu'on a jeté contre le mur un petit enfant qui est mort. »

Cette unité spéciale NACHTIGALL, composée en majeure partie de fascistes ukrainiens, a ensuite organisé des pogroms dans les nombreuses autres villes, tant en Pologne qu'en U.R.S.S.

Et il est prouvé, et OBERLANDER lui-même l'a reconnu, qu'à l'époque de ces crimes, il était à la tête de ce bataillon, mais il affirme ignorer les exactions commises. Comme c'est curieux, la tête qui ignore ce que fait le corps...

Devant les remous causés dans l'opinion mondiale par ces révélations, le gouvernement fédéral allemand a dû, devant le Bundestag accepter un débat. Plusieurs députés de l'opposition ont violemment attaqué le ministre d'Adenauer, mais la majorité parlementaire l'a pour ainsi dire blanchi.

Une décision a été prise, cependant, qui équivaut à un aveu : OBERLANDER prendra immédiatement des vacances, et en mai sa retraite lui serait octroyée... une retraite bien dorée, avec une « petite pension » de quelque 450.000 francs par mois.

Mais d'ici là, le procès, qui s'ouvre le 20 avril devant la Haute Cour de la République Démocratique Allemande, permettra d'éclairer mieux encore les crimes d'OBERLANDER et la coupable mansuétude du gouvernement d'Adenauer.

HIER ET AUJOURD'HUI

● Un musée Pétain ?

On annonce comme imminente l'ouverture d'un « Musée Pétain » à l'Hôtel du Parc, à Vichy. En effet, l'appartement qu'occupa de 1940 à 1944, l'homme de la capitulation et de la trahison a été acheté, pour être transformé en musée.

Pour protester contre cette injure aux morts de la Résistance, un Comité d'Union de la Résistance contre l'apologie de la trahison s'est constitué à Vichy. Ce comité groupe la totalité des organisations de résistance et de déportés.

L'ouverture d'un tel musée constitue une intolérable apologie de la collaboration avec les envahisseurs hitlériens et un odieux outrage à ceux qui ont lutté et sont morts pour que vive la France.

Il faut empêcher ce scandale.

● Le Cercle fermé

Une réception de mariage devait avoir lieu dans les salons du « Nouveau Cercle », 288, boulevard Saint-Germain, à Paris. Mais quelques jours après avoir reçu la demande, l'administration du Cercle revenait sur son accord parce qu'elle se trouvait en présence d'un mariage de Noirs.

Un administrateur du Cercle recevant la femme d'une personnalité noire, ancien Ministre de la République Française, a donné comme raison :

1^o que les Etats de la Communauté n'étaient plus français et que leurs ressortissants n'étaient plus en possession du passeport français ;

2^o que son Cercle, comprenant des membres américains, il ne pouvait envisager de les mettre en contact avec des Noirs. Et que d'ailleurs cette dame noire « n'avait qu'à aller demander l'organisation d'une telle réception en Amérique, qu'elle en verrait le résultat ».

Précisons que le Cercle est présidé par Monsieur le Duc de Maille.

U. S. A.

● La bataille s'intensifie

Si la démocratie américaine peut s'honorer d'avoir, avec Lincoln, aboli l'esclavage des noirs, les servitudes de la ségrégation raciale ont dénaturé, depuis 95 ans, l'esprit et la lettre du XIII^e amendement de la Constitution.

Jusqu'à quand les inégalités, les injustices les violences et les crimes persisteront-ils dans ce pays ? On connaît la condition des noirs aux U.S.A., des brimades les plus ridicules à la violation des droits civiques, des calomnies mesquines à l'horreur du lynch. On peut l'imaginer plus concrètement encore, grâce à l'expérience que vient de vivre l'écrivain Howard Griffin : maquillé en noir, il en a subi les vexations et les craintes, et s'il a retrouvé la blancheur de sa peau, il a perdu « la paix de sa conscience ».

Et la lutte se développe. D'un côté les racistes qui utilisent les menaces et la terreur pour s'opposer à l'intégration des noirs. Le chef de la police de Little-Rock, qui avait dispersé une manifestation raciste, s'est « suicidé » il y a un mois après avoir été l'objet de multiples attaques. C'est un nouveau Klux-Klan qui s'organise à Atlanta avec 42.000 membres, tandis que « l'ancien » fait allumer des croix le 25 mars à 22 heures en Alabama, en Géorgie, en Floride, en Caroline du Sud, etc...

De leur côté, les noirs amplifient leur action par des manifestations pacifiques de plus en plus nombreuses, qui viennent de se dérouler dans tout le Sud des Etats-Unis. Et partout ils réagissent avec vigueur contre les exactions des racistes. Le boycott des magasins qui pratiquent la ségrégation raciale est organisé sur tout le territoire et déjà six magasins et une pharmacie de San Antonio, au Texas, ont ouvert leurs snack-bars à tous leurs clients sans distinction de couleurs.

Dans de nombreux Etats, une répression brutale répond aux manifestations pacifiques des noirs : gaz lacrymogènes, lances d'incendie, arrestations, sont les seuls arguments des racistes contre une action dont le but est le respect de la dignité humaine.

Aveuglés par les passions racistes, les

(Suite page 3)

EDITIONS LOUIS SOULANGES

20, rue de l'Odéon — PARIS

PROCHAINEMENT

IL QUITTA SON ILE

Un roman de Anna-Maria SWENT

(L'histoire d'un Antillais qui n'a rien à envier aux blancs)

PASSEZ VOS COMMANDES

Tirage limité. Edition originale au prix de 40 NF l'exemplaire de luxe

LE LIVRE OUVERT — C.C.P. Paris 15.997-38

(Suite de la page 2)

partisans de la ségrégation mesurent mal l'ampleur de la vague qui agite aujourd'hui les Etats-Unis. Ainsi le gouverneur de l'Alabama affirme : « Si les noirs continuent, ils vont avoir ce qu'ils cherchent, c'est-à-dire des ennemis. »

Et c'est dans cet Etat qu'un commando raciste attaque à leur domicile la mère et la sœur d'un étudiant noir arrêté quelques jours auparavant pour avoir distribué des tracts contre la ségrégation. C'est aussi, à la Nouvelle-Orléans, l'acquiescement par un jury composé uniquement de blancs, de trois policiers accusés du viol d'une femme noire.

● Conséquences tragiques

Certes la Chambre des Représentants et le Sénat débattent actuellement d'un projet de loi sur les droits des noirs : respect du droit de vote, abolition des pratiques discriminatoires, mesures pour faire assurer les ordres d'intégration, peines plus lourdes pour les auteurs d'attentats à la bombe, etc. Mais il semble que la pression du « lobby » raciste ait ralenti les efforts du gouvernement fédéral pour imposer l'intégration complète des citoyens noirs. Si la Maison Blanche s'inquiète d'une situation qui se détériore de jour en jour, le Président Eisenhower déplore seulement les actes de violence contre les noirs lorsqu'ils défendent par des manifestations pacifiques leurs droits constitutionnels. Mais cédant aux pressions politiques et aux manœuvres d'intimidation électorale des racistes du Sud, les autorités fédérales n'ont encore rien fait pour en faire assurer le respect.

Et la tension augmente. A la suite d'incidents dont des noirs ont été victimes dans l'Alabama, Roy Wilkins, secrétaire de « l'Association pour l'avancement des gens de couleur », a télégraphié au Président Eisenhower : « Ces provocations constantes ne peuvent qu'aboutir à des conséquences tragiques. L'inaction du gouvernement fédéral face à cette guerre faite aux citoyens noirs peut aboutir à un massacre qui déshonorerait les U.S.A. aux yeux du monde. »

Ni les menaces, ni les violences ne viendront plus à bout de la volonté des noirs américains d'être des citoyens à part entière, libres et égaux en droits.

Raph FEIGELSON.

MEDITATION DE PAQUES...

En marge de certains procès

RÉSISTONS en ces jours de Pâques à l'appel de la mélancolie.

Alors que le rythme de la nature, les souvenirs de la plus vieille histoire, les pathétiques images des religions viennent évoquer en nous la Libération, la Résurrection, de timides messages de paix semblent sonner aux cloches du printemps. Des hommes se souviennent que leurs pères ont brisé les chaînes de la servitude, d'autres qu'un révolté, un défenseur des pauvres est mort des assauts conjugués des autorités occupantes et du cléricisme.

Résistons à l'appel de la mélancolie à l'heure où nos frères de l'Union Sud-Africaine luttent courageusement pour une égalité que la conscience du monde est confondue de voir encore contestée.

Mais comment devant certains procès où la Résistance est en cause, ne pas être pris d'indignation, de stupeur ?

Pendant quatre ans, des millions d'hommes ont été traqués, déportés, assassinés dans les chambres à gaz ou au poteau d'exécution. Un nombre infime de criminels de guerre a été châtié. Et ceux que l'on appréhende aujourd'hui ne seraient plus que des patriotes méconnus, tout au plus des idéologues débiles ou maladroits ayant joué sur le mauvais tableau... Gestapo et Milice se sont volatilisées. Les plus notoires collaborateurs se sont transformés en héroïques résistants. Ou plutôt en excellents réalistes, vichystes lorsqu'il était de bon ton de l'être et qu'on n'avait pas, comme disait alors la radio, à se montrer plus patriote que le maréchal, puis passant graduellement à l'autre camp, au fur et à mesure que les Américains et les Soviétiques se rapprochaient et se préparant à revendiquer des honneurs et des places qui, quelques années plus tard, devaient leur être distribués. L'essentiel n'était-il pas d'écarter toujours ceux qui avaient commis la faute de se compromettre, eu le tort d'avoir raison trop tôt.

.*

Je pense à de récents procès dont les revenants sont réapparus comme des fantômes du temps du mépris.

Je ne dirai rien de la défense des accusés et de leurs amis. Ils tenaient leur rôle et leur assurance témoignait que ces rôles étaient désormais sans péril. C'est devant l'accusation que nous avons éprouvé quelque impression de surprise et de malaise. Les témoins de l'histoire encore saignante perdaient pied. Telles défaillances de pensées, telles expressions ridiculement serviles et d'ailleurs inexcusables, lorsqu'il s'agit du grand

un patriotisme d'autant plus rigoureux qu'il avait plus à se faire pardonner. Les servantes d'auberges payaient pour les milliardaires du Mur de l'Atlantique.

Mais par delà les sévérités suspectes des uns, les regrettables faiblesses des autres qui relèvent de l'oubli, les crimes demeurent que rien ne saurait pres-



par
Pierre PARAF

maître de l'Université de France, semblaient masquer les faits eux-mêmes, dont on n'arrivait pas à faire la preuve, noyer les notions essentielles, celles de crimes de droit commun : dénonciations, déportations aboutissant à la mort des meilleurs parmi les Français. Comme si tout devait se réduire à une question de date, comme si la honte de 1944 s'estompait avec les années, se trouvait automatiquement absoute en 1960.

Tel n'est assurément pas le point de vue des parents, des veuves, des orphelins, des camarades de combat, de tous ceux qui se souviendront, tant qu'ils vivront, de leurs amis morts à leur côté, peut-être à leur place.

Sans doute sommes-nous amplement fixés sur les erreurs et les sottises d'un faux « résistentisme » qui n'avait rien de commun avec la résistance. Qui de nous n'assistait avec pitié au « rasage » des chevelures de ces humbles filles qui avaient « fréquenté » un soldat allemand, avec surprise et parfois avec dégoût, à cette ruée vers les administrations de ceux qui n'avaient d'autres titres que le cynisme et la surenchère dans

Ministre de Pétain, propagandiste de l'idéologie nazie dans l'Université française, ami et complice des tortionnaires, Abel Bonnard, rentré d'Espagne, vient d'éco- per... dix ans de bannissement (déjà accomplis volontairement)

crise, ceux dont Victor Hugo, s'agissant de forfaits bien moins graves et d'ordre uniquement politique, écrivait dans les *Châtiments* :

*Toutes les eaux de ton abîme
Hélas passeraient sur ce crime
O vaste mer sans le laver.*

Dénonciations, tortures, exécutions, mensonges distillés chaque jour contre des patriotes, des juifs que l'on cherchait à déshonorer pour justifier, préparer les grands massacres.

Voilà les crimes auxquels nous n'accorderons jamais l'amnistie. Parce qu'ils ne concernent pas des positions de politique nationale ou internationale discutables, mais d'atroces violations des droits de l'homme, de la morale humaine.

Voilà ce dont nos enfants, nos petits enfants qui pourraient se croire étrangers à nos querelles doivent être fermement avertis. Non pour perpétuer de vieilles rancunes, mais pour empêcher l'oubli aveugle, ingrat qui offense la mémoire des morts, la douleur des survivants.

L'oubli qui permettrait à de nouveaux nazis devant une opinion passive, ignorante, résignée, d'exterminer et de déshonorer encore l'humanité.

VOUS DITES ? « Droit et Liberté » répond aux mensonges racistes

Racisme et anticolonialisme

Nous reprenons le dialogue (1) avec... Lucien Rebatet, dont on se rappelle qu'il se déclarait « prêt à s'associer à toutes les campagnes possibles et imaginables contre le racisme » — ce qui nous avait fait dresser l'oreille — à condition « que le racisme soit condamné indistinctement, quelle que soit sa couleur » (« Rivarol » du 7 janvier), ce qui annonçait une « vieille connaissance » parmi ces nombreuses vessies ultra-réactionnaires qu'on voudrait nous faire prendre pour des lanternes de l'honnêteté intellectuelle et du nationalisme « éclairé ».

Curieusement, Lucien Rebatet écrivait, dans le même article : « On ne peut pas affirmer que telle race, en dépit de son retard, n'est pas perfectible (...) Le racisme a fait dire trop de bêtises, couler trop de sang, échouer trop de grands desseins (...) et il sévit plus que jamais, rétrécissant d'année en année notre planète, la rendant de moins en moins habitable. »

Soit, bien que ces « grands desseins » compromis par les « excès du racisme doivent être, dans l'esprit de l'auteur, de ceux que la L.V.F. et le bombardement de Coventry et de Varsovie tentaient d'accomplir et qui ont mal tourné, n'est-ce pas, parce que Hitler et Julius Streicher sont « allés trop loin ». Passons.

Ce que veut dire Lucien Rebatet, après avoir à la hâte stigmatisé les uns (« que l'on blâme, que l'on flétrisse les manifestations, oratoires ou non, des racistes blancs »), c'est qu'il faut, du même mouvement, condamner les autres, et il parle du « contre-racisme des opprimés »

dont certaines violences nationalistes en Afrique, seraient une manifestation flagrante.

Ces thèmes alimentent d'ailleurs une campagne générale dans la presse fasciste, puisque « Le Charivari » de février, entre autres, qui s'attaque, dans un court article collectif, à « Droit et Liberté », écrit de son côté : « En pays noir et en pays musulman, c'est tous les jours que se déclenchent des manifestations de racisme » ; puis il évoque « les crimes racistes du F.L. » « N. (...) les manifestations racistes en Guinée et au Congo belge ».

.*

Nous allons faire comme si nous nous trouvions en présence d'adversaires de bonne foi et répéter quelques notions assez simples qui devraient dissiper la confusion ainsi entretenue. Il ne faut pas tout mélanger et assimiler la lutte nationale d'un peuple pour sa libération d'un occupant étranger à un comportement raciste, même si, dans une fraction des populations opprimées, s'expriment des propos que l'on peut qualifier de racistes. Nous le redisons : il ne fallait pas — exemple brûlant — attendre des résistants antiracistes, sous l'occupation nazie, qu'ils attachent une importance démesurée à l'erreur que pouvaient commettre, à leurs yeux, des résistants chauvins, considérant les Allemands comme de « sales Boches ». Comme disait un magistrat de mes amis avec qui je m'entretenais de ces questions en camp de concentration : « Mon cher, après tout, MM. les Allemands l'ont bien cherché. »

Oui, le racisme, le nationalisme des peuples opprimés et le chauvinisme ou le colonialisme des peuples oppresseurs représentent trois phénomènes tout à fait distincts qu'il ne faut pas confondre sous peine de ne plus rien comprendre aux graves problèmes de conscience et d'intérêt national (bien compris) qui caractérisent notre époque.

Pourquoi ? Eh bien, parce qu'un homme peut changer de religion, d'opinions politiques et même de classe ou de nationalité, il ne peut pas changer de race ; il n'est pas responsable de sa race. Dans la mesure où on peut parler de races et, dans notre esprit, il ne s'agit que d'une commodité, combien contestable, c'est pour distinguer, en gros, les blancs des jaunes et des noirs, mais on n'est pas plus avancé pour autant s'il s'agit de clarifier n'importe quelle question importante de l'actualité d'intervenir pour la résoudre.

Prenez le cas le plus épineux, cité maintes fois par nos racistes : ils prétendent que, dans certains cas où des missionnaires catholiques ont subi des violences en Afrique, c'était pour des raisons religieuses (Islam contre Christianisme) et de couleur de peau (Noirs contre Blancs). Mais non, c'est infantile de voir les choses ainsi : outre que les missions sont venues derrière les armées coloniales et les marchands et les planteurs, pour tenter d'imposer leur religion contre celles qui étaient établies et que, sans la force matérielle de la colonisation, l'opération dite spirituelle n'aurait pas pu être même entreprise, il ne faut tout de même pas oublier que la réaction des po-

pulations assujetties contre l'occupant étranger est un phénomène qui n'a qu'un rapport accessoire avec la couleur de la peau, car vingt peuples de toutes les couleurs se sont dressés et se dressent contre ceux qui les dominent quelle que soit la pigmentation de leur peau.

Quelle est la couleur des travailleurs cuivres dressés contre l'impérialisme américain et celle des Cypriotes luttant pour leur droit à l'autodétermination contre l'occupant britannique et celle des Marocains ? Ce n'est pas la même que celle des Mau Mau au Kenya et des Soudanais au Mali, mais ce qui saute aux yeux, c'est que, malgré de nombreuses différences secondaires, toutes ces luttes se rejoignent en un même front qui traverse le milieu de notre siècle : c'est le combat multiforme pour l'indépendance nationale, donc contre le racisme de tous les occupants, quelle que soit la nature ou le degré de leur emprise, qui ont tous un point commun : ils ont BESOIN de croire et de faire croire qu'ils appartiennent à une race supérieure et que les peuples qu'ils « protègent » sont de race inférieure. On nous a fait le coup, si j'ose dire, à nous Français, il n'y a pas si longtemps.

Mais au fait, à ce moment-là, de quel côté était donc Lucien Rebatet ?

Du côté de ceux qui voyaient dans les Français un peuple bâtard bon à subir la loi de la race des Seigneurs, car tout raciste trouve toujours un plus raciste que lui pour lui imposer son mépris.

Roger MARIA.

(1) Voir « Droit et Liberté » de février 1960.

Agence Poujade ?

Le journal de l'Agence Fournier, maison financière qui se veut sérieuse ne craint pas de se vautrer, à l'occasion dans la plus basse vulgarité.

Son numéro du 1^{er} avril publie un reportage sur l'économie de Loir-et-Cher.

L'auteur de l'article, dans un passage

compte de ce qu'il s'y passe tant dans l'agriculture que dans le tourisme. Cette rénovation exige quelques concessions à l'industrie et par compensation l'amélioration de la zone rurale, surtout de l'habitat. L'industrie se manifeste par des entreprises propres tant par leur caractère que par les gens qui y travaillent, et sont issues du pays. La race est tenace et elle ne tient pas aux Polonais. Industries ? Le Chocolat Poulain, créé en 1848 par Auguste Poulain, enfant du Pays blésois. Ses produits sont célèbres et l'affaire est modernisée. F.M.B. fabrique, depuis 26 ans des stores baptisés poupières que l'on voit sur toutes les façades de la Côte d'Azur et d'ailleurs. Les établissements

aussi stupide qu'odieux (notre fac-similé) manie la plume dans le style cher à Poujade.

Ce n'est évidemment pas en s'en prenant au boutiquier « métèque » du coin qu'on résoudra les difficultés réelles que rencontrent le petit commerce et certaines branches de l'industrie. Mais cela permet fort aisément d'escamoter les vrais problèmes.

Ces diversions, qui rappellent une bien triste époque, trompent de moins en moins de monde. Comme le note le correspondant qui nous a transmis cette information, la xénophobie, l'antisémitisme ne paient pas. On devrait y penser quand on s'occupe de finances.

Des personnalités nous déclarent :

L'Amiral MUSELIER

Ancien Chef des Forces Françaises Navales Libres :

Les dramatiques événements d'Afrique du Sud sont la conséquence des erreurs des deux derniers siècles.

Les luttes cruelles entre Boers et Cafres, la guerre du Transvaal, les massacres actuels, la politique d'apartheid ne sont que des épisodes du racisme.

Je m'associe de tout cœur au mouvement de protestation contre la dure répression actuelle.

L'écrivain

Louis MARTIN-CHAUFFIER

L'AFRIQUE DU SUD est le lieu de la terre où le racisme sévit à l'état pur, sans vergogne et sans frein. Les nouvelles violences succédant à de nouveaux abus de pouvoir et les appuyant, éveillent l'indignation, elles ne surprennent pas. Ce sont là les derniers soubresauts d'un racisme rendu furieux par l'évidence que sa fin est proche. Puisse l'horreur qu'éprouvent toutes les consciences pour des crimes aussi stupides que monstrueux, hâter le terme d'une telle inhumanité. Mais je n'envisage pas sans effroi la façon dont peut s'achever l'excès de cette tyrannie et quels orages porte cette nuée sanglante.

Fernand GRENIER

Député, ancien Ministre :

J'AI toujours considéré toute manifestation de racisme comme ravalant son ou ses auteurs au niveau de la bête. Confirmation en a été donnée par les hitlériens. C'était le même Goebbels qui s'écriait : « Quand j'entends parler de culture, je sors mon revolver » et qui, avec les autres monstres de la croix gammée, pouvait envoyer sans frémir des millions d'enfants, de femmes, de vieillards juifs dans les chambres à gaz.

Les préjugés et les sévices contre les Noirs — qu'ils se produisent à Little-rock ou en Afrique du Sud — doivent être combattus avec la même vigueur

La grande actrice

Françoise ROSAY

HORRIFIÉE par ces derniers événements d'Afrique du Sud, qui s'ajoutent à tant d'autres. Je suis de tout cœur avec vous.

L'intérêt, la prétention, la mauvaise foi sont à la base de toutes les persécutions raciales.

La sottise, l'ignorance, la lâcheté les tolèrent !

Jean-Pierre BLOCH

Ancien Ministre :

Le racisme déshonore les pays qui le tolèrent ; les événements d'Afrique du Sud où les autorités se sont livrées à d'atroces violences, doivent unir tous ceux qui, sans distinction de politique, condamnent le racisme.

Je m'associe pleinement à votre campagne.

Albert BAYET

Professeur honoraire à la Sorbonne :

A peine est-il besoin de dire que la conscience universelle proteste contre les inimaginables attentats dont l'Afrique du Sud vient d'être le théâtre.

Que de tels faits puissent se produire au XX^e siècle, cela prouve que, quoi qu'on ait prétendu, le racisme, cette effroyable régression, n'est pas mort. Veillons.

Alioune DIOP

Secrétaire général

de la Société Africaine de Culture :

AVEC les peuples africains, tous les antiracistes du Monde sont profondément horrifiés à travers les événements récents par le contenu et les terribles conséquences de la politique de l'Apartheid.

Il est inadmissible que ces meurtres restent impunis, ni que l'O.N.U. demeure inactive devant ces assassinats qui risquent d'instaurer en Afrique la guerre d'extermination que connut naguère le Kenya.

Nous invitons les démocrates et les organisations démocratiques à alerter la conscience mondiale pour mettre en œuvre toutes les initiatives susceptibles d'arrêter avec ces massacres le régime d'injustice sur lequel est fondée la Société sud-africaine.

Maurice VAUSSARD

Vice-Président de Pax Christi :

La situation anormale de l'Afrique du Sud, cette domination orgueilleuse d'une minorité prétendue supérieure sur une majorité d'autochtones tenus dans un demi-esclavage, devait fatalement aboutir à une explosion.

Il est particulièrement pénible de constater que les principaux responsables en sont les descendants de ces Boers pour qui tout le monde civilisé s'était ému il y a soixante ans, lorsqu'ils luttaient eux-mêmes contre la puissance anglaise désireuse de les asservir. Triste exemple d'inconséquence auquel il faut toujours s'attendre quand les faibles d'hier deviennent un jour les plus forts, comme le montre toute l'histoire de l'humanité.

Aujourd'hui nous ne pouvons que nous déclarer solidaires des nouvelles victimes de l'injustice raciale, demander que prennent fin des mesures de ségrégation à la fois illégitimes et dérisoires, car on ne comprime pas durablement le droit d'un peuple à la dignité de vie.

Quand il l'aura obtenu, puisque sa victoire tôt ou tard est certaine, souhaitons seulement qu'il se montre fidèle à la grande leçon de Gandhi, sur cette terre où son souvenir demeure si présent, qu'il triomphe par la non-violence et non par d'autre sang répandu, méritant ainsi doublement le succès de sa juste cause.

que les théories ou actes similaires qui faisaient des émules d'Hitler des barbares odieux et criminels. C'est défendre la dignité humaine que de condamner la législation antinoire de l'Afrique du Sud — et les tragiques événements qui en sont la triste et sanglante rançon.

Merci au généreux et vaillant M.R. A.P. de m'avoir sollicité, avec beaucoup d'autres, pour le redire.

Jean DRESCH

Professeur à la Sorbonne :

SERAIT-CE faire preuve de la supériorité de la race blanche que de faire tirer la police sur des noirs parce qu'ils se refusent à circuler avec des laissez-passer, à accepter d'être réduits à une indignité inhumaine ? Les blancs d'Union sud-africaine veulent-ils persuader le monde entier que, décidément, en Afrique du Sud comme en Afrique du Nord, une minorité blanche, ou tout au moins ses éléments les plus actifs, menacés dans leurs privilèges, sont incapables de comprendre qu'autour d'eux l'Afrique et le monde se transforment, que le régime colonial est mourant, que les hommes veulent vivre dignement et maîtres chez eux ? Ces blancs déshonorent les autres blancs et l'humanité tout entière : comme au temps du nazisme, le racisme apparaît comme le compagnon de la peur, de l'égoïsme et des réflexes les plus vils d'hommes qui, pourtant, se disent croyants.



Le Pasteur André TROCMÉ

Secrétaire du Mouvement International de la Réconciliation :

... C'est avec conviction que je joins ma voix aux vôtres pour demander aux autorités de l'Union Sud-Africaine de modifier des lois si ouvertement contraires à l'esprit de l'Evangile dont elles se réclament et si opposées au courant de tolérance qui entraîne l'humanité vers l'égalité sociale et raciale.

Toutefois, je ne voudrais pas que ma protestation fut utilisée comme une sorte de revanche française contre les errements des Anglo-Saxons. Je sais trop de quelle manière les erreurs de la France en Algérie sont exploitées par d'autres peuples pour couvrir leurs propres fautes.

Ce qu'il faut savoir de L'UNION SUD-AFRICAINE

GEOGRAPHIE.

Superficie 2.800.000 km², soit cinq fois plus que la France. Altitude moyenne : 1.000 mètres au-dessus du niveau de la mer. Climat tropical au Natal, tempéré sur les hauts plateaux et sec ailleurs.

ECONOMIE.

La région du Cap, petite Californie australe, est la contrée la plus favorisée au point de vue agricole. On y cultive sur une grande échelle maïs, fruits et légumes.

Au Natal, on récolte nombre de produits tropicaux : canne à sucre, coton, café, bananes, etc.

La région du Veld est spécifiquement réservée à l'élevage, d'immenses troupeaux de moutons y paissent. L'Union Sud-Africaine est le 6^e pays producteur de laine dans le monde.

Mais la principale richesse du pays réside dans son sous-sol : charbon, fer, étain, cuivre, plomb, nickel, etc. Et surtout, les mines d'or produisant 1/3 de la production mondiale, jouent un rôle essentiel.

Les mines de diamants ne représentent, elles, que 10 % de la production mondiale.

PEUPELEMENT.

Le peuplement européen est plus important en Afrique Australe que dans tout le reste de l'Afrique. Cela tient à l'immigration en 1652

Marius MOUTET

Sénateur, ancien Ministre :

J'ES trop heureux de vous faire parvenir pour votre journal « Droit et Liberté » mon opinion sur les événements d'Afrique du Sud.

Doivent-ils laisser planer un seul doute sur ma position ?

Toute ma carrière de militant et de ministre socialiste a eu pour but la promotion sociale des indigènes et en particulier la défense des hommes de couleur, pour lesquels je me suis toujours efforcé d'assurer l'égalité des droits.

Dans la pire période du racisme hitlérien, en 1936, j'ai nommé Eboué, Gouverneur des Colonies.

Ils s'étaient présentés sans laissez-passer au poste de police...

Tout ce que j'ai fait pour la suppression du travail forcé, le vote d'un Code du Travail, l'institution des Assemblées locales et de l'élection des représentants de ces populations et de ces territoires dans les Assemblées françaises, le vote de la loi et des fonds du FIDES, pour le développement économique et social des territoires, a été la contribution la plus large qu'aucun pays n'ait jamais donnée aux pays sous-développés.

C'est dire combien je considère comme odieuse l'attitude du gouvernement sud-africain à l'égard des Noirs et l'abominable mépris dans lequel les tient l'Apartheid.

J'ai révoqué sur l'heure un Gouverneur de la Côte d'Ivoire qui avait fait tirer sur la foule, et déplacé un Officier Général qui avait distribué des fusils aux colons.

Je suis convaincu que ces événements d'Afrique du Sud auront des conséquences tragiques et redoutables pour le gouvernement de ce pays et je m'associe à la protestation générale contre ces mesures de recul de la civilisation.

Laurent SCHWARTZ

Professeur à la Sorbonne :

Je ne puis que m'associer aux protestations du Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme, et pour la Paix au sujet des événements d'Afrique du Sud.

La ségrégation raciale et l'oppression des hommes de couleur en Afrique du Sud, est un scandale contre lequel les hommes libres de tous les pays ont le devoir de protester.

Les dernières émeutes sont sans doute le présage d'événements plus graves.

Le Gouvernement qui aujourd'hui bafoue les Droits de l'Homme en Afrique du Sud, porte l'entière responsabilité de ces événements qui ne manqueront pas d'arriver.

Je suis aux côtés des Noirs qui luttent pour leur liberté ; et de tous les hommes libéraux et progressistes à quelque race qu'ils appartiennent, qui luttent pour la suppression de l'Apartheid.

M^e Henry TORRÈS

Ancien Sénateur :

LES assassinats des noirs en Afrique du Sud suscitent l'indignation du Monde civilisé et les étudiants londoniens expriment, pour l'honneur de la Grande-Bretagne, leur répulsion unanime à l'égard des crimes du gouvernement sud-africain.

Il convient peut-être de souligner que par une réciprocité qui m'est douloureuse, la France, depuis quelques années, a toujours voté pour l'Afrique du Sud à l'O.N.U. cependant que l'Afrique du Sud votait pour la France.

La violence et l'oppression, où qu'elles se trouvent, ont le même goût amer de sang...

Une délégation du M.R.A.P. à l'ambassade d'Afrique du Sud



Le 29 mars, une délégation organisée par le M.R.A.P., s'est rendue à l'Ambassade de l'Union Sud Africaine à Paris, pour exprimer l'émotion de l'opinion française devant les événements sanglants de ces derniers temps. Cette délégation était composée de M. Robert ATTULY, conseiller honoraire à la Cour de Cassation ; du docteur

AUJOULAT, ancien ministre, Président du Mouvement International pour l'Union Fraternelle entre les races ; du Pasteur VOGE ; de Charles PALANT et M^r MANVILLE, secrétaire général et membre du Bureau National du M.R.A.P. Le Président Léon LYON-CAEN et M. Henri LAUGIER empêchés s'étaient associés à la démarche.

L'ambassadeur ne crut pas devoir recevoir la délégation. Charles Palant, introduit seul auprès du second secrétaire de l'ambassade, protesta énergiquement contre cette attitude discourtoise. Il remit une lettre, signée de tous les membres de la délégation, dont voici les principaux extraits :

« Au nom de l'opinion française, nous adjurons le Gouvernement sud-africain, de prendre, avant qu'il ne soit trop tard, les mesures de justice qui, seules, peuvent mettre fin aux troubles et aux effusions de sang.

« La première de ces mesures devrait être la suppression de ce système déshonorant des laissez-passer, qui fait de la majorité des fils d'Afrique du Sud des étrangers sur leur propre sol, et qui se trouve à l'origine des récentes manifestations de protestation.

« Aussi bien les directives formelles des Nations Unies que les impératifs de la civilisation moderne et les sentiments d'humanité exigent que les autorités responsables, entreprennent un immense effort pour favoriser l'égalité, l'entente et l'harmonie entre toutes les communautés, tous les habitants qui, dans leur diversité, font la richesse et assurent l'existence même de l'Union Sud-Africaine... »

Notre cliché : de gauche à droite, devant l'ambassade, M^r Manville, le Conseiller Attuly, Charles Palant, le Pasteur Voge, le Dr Aujoulat.

Multipliez les protestations !

Le M.R.A.P. a rendu public, le 23 mars, une déclaration — qui a été reproduite par la presse — où il « flétrit avec indignation les violences perpétrées en Union Sud-Africaine par les autorités racistes pour faire échec aux manifestations pacifiques des hommes et femmes de couleur réclamant la justice ».

« Cette répression sanglante, qui a fait des centaines de tués et de blessés, pour suit-il, est un défi à la conscience universelle, alors même que pour l'ensemble du monde civilisé, l'établissement de relations d'égalité et de compréhension entre tous les hommes et entre tous les peuples apparaît comme l'impératif et le trait spécifique de notre temps. »

En conclusion, le M.R.A.P. « demande au Gouvernement français d'exprimer aux autorités sud-africaines, la protestation véhémement de notre peuple qui souhaite la cessation des discriminations, des brimades et des crimes racistes ».

Il « appelle tous les gens de cœur à faire connaître leur indignation à l'Ambassade de l'Union Sud-Africaine, 51, avenue Hoche, à Paris ».

de nombreux Hollandais, suivis en 1685 de protestants français (leurs descendants sont désignés sous le nom d'Afrikanders). La mainmise anglaise sur la colonie du Cap a lieu sous Napoléon 1^{er}.

Les Européens : 3 millions environ (Anglais, 40 % ; Afrikanders, 60 %).

Les indigènes (Bantous) : 8 millions 900.000.

Hindous et Chinois : 410.000.

Les métis : 1.250.000.

RELIGIONS.

L'église réformée hollandaise représente parmi la population blanche la plus grande puissance religieuse groupant plus de 50 % des Européens.

Ensuite viennent les sectes anglicane, méthodiste, luthérienne, puis les catholiques et les israélites.

LES PARTIS POLITIQUES.

En dépit des entraves de toutes sortes, il existe essentiellement deux organisations qui représentent l'opposition noire (ces organisations sont aujourd'hui dissoutes) :

Le Congrès National Africain (250.000 membres). Président : Albert Luthuli (en prison).

Le Congrès Panafricain, leader Robert Sobuwoke, qui a lancé la campagne contre les laissez-passer. Ce parti revendique la création de syndicats libres et le droit de vote pour tous.

**

Les blancs sont groupés en deux partis, le Parti Nationaliste, créé par le Pasteur Malan, dont le successeur est le Dr Verwoerd, actuel premier ministre, et le Parti Afrikander.

Il faut signaler le Parti Progressiste et le Parti Libéral, tous deux sans grande influence.

LES INSTITUTIONS.

La structure politique de l'Union Sud-Africaine repose en principe sur l'acte de l'Union de 1909 mais à la différence des autres Etats dépendant du Commonwealth, elle est un Etat centralisé où le gouverneur représentant la Couronne britannique n'est qu'un simple citoyen.

Le pouvoir appartient au parlement, 159 membres dont 3 seulement représentent les métis, et un Sénat de 48 membres.

Les noirs et les métis n'ont pas le droit de se faire représenter par des députés de leur race.

Le parlement siège au Cap. Le gouvernement à Pretoria.

Le Cap des tempêtes

(Suite de la première page.)

REGARD EN ARRIERE

C'est à la fin du XV^e siècle que Barthélémy Diaz découvrit le Cap de Bonne Espérance. En fait d'espérance, celle du hardi navigateur, comme celle de bien d'autres depuis, ne dépassait pas les horizons du bien-être matériel et du profit commercial. Les Portugais établirent là une escale sur la route des Indes en attendant que les Hollandais y installent, vers 1650, des comptoirs de la Compagnie des Indes Orientales, fondant la ville du Cap.

Survint en 1685 la Révocation de l'Edit de Nantes. Les protestants français franchirent en masse nos frontières pour chercher refuge dans les pays voisins. Beaucoup allèrent en Hollande, pays protestant, dont quelques milliers sans doute furent dirigés vers l'Afrique du Sud où ils reçurent des terrains, du matériel agricole, un abri.

Vint ensuite la Révolution française. La Hollande fut très provisoirement intégrée au territoire de la République. Par voie de rétorsion et pour conserver un territoire hollandais, Guillaume d'Orange obtint des Anglais qu'ils s'installent au Cap. La résistance fut vive mais vaine. Un Français, du Plessis, s'y illustra.

La domination des nouveaux venus rapprocha Hollandais et Français d'origine dans une même résistance. Le résultat fut une nouvelle émigration et la fondation du Natal, puis du Transvaal. A noter qu'à cette époque, après 1830, les Boers voulant maintenir les populations autochtones en esclavage s'opposaient aux Anglais anti-esclavagistes. A noter aussi que ces Boers, les ancêtres des Afrikanders d'aujourd'hui, menaient une lutte sans merci contre les indigènes, les Cafres en particulier, dont ils occupaient le territoire. C'est contre ces Cafres qu'ils demandèrent, par nécessité, en 1877, l'aide de l'Angleterre, laquelle, très classiquement, profita de l'occasion pour imposer sa loi aux uns et aux autres. Les Boers, toutefois, bénéficièrent rapidement d'un régime d'autonomie interne qui devint, grâce à la fermeté du président Krüger, une indépendance pure et simple.

Des droits des populations autochtones, très classiquement encore, personne ne se préoccupa.

A la fin du XIX^e siècle, une découverte remet tout en question. Le sous-sol sud-africain renferme des gisements fabuleux d'or et de diamant ! L'uranium ne viendra que plus tard, mais il aura aussi son poids !

Au nom de la Grande-Bretagne, Cecil Rhodes, après 20 ans de luttes implacables par la diplomatie, la ruse et la guerre, la fameuse guerre des Boers qui sou-

leva en Europe, en France notamment, tant d'indignations verbales, mais verbales seulement, comme il se doit dans un pays où l'expansion coloniale est à l'ordre du jour, Cecil Rhodes annexa à la couronne d'Angleterre les territoires qui constituent aujourd'hui l'Union Sud Africaine, Etat souverain dans le Commonwealth britannique.

NOUS SOMMES EN 1960

Plus de 13 millions d'hommes vivent actuellement sur ces territoires : environ 3 millions de blancs, dont 40 % sont d'origine anglaise, tandis que les autres (60 %) sont des Afrikanders, (ex-Français et Hollandais mêlés). Le reste de la population est constituée par 9 millions de Noirs, 1.250.000 métis et 410.000 Indiens.

Les deux communautés européennes ne sont jamais parvenues à se réconcilier après la guerre des Boers (1889-1902). Les Anglais dominèrent d'abord, imposant leur langue comme langue officielle, s'emparant de la direction de l'Etat, de la police, de l'armée, des postes de direction, dont les anciens colons furent progressivement écartés. Détenteurs de la puissance économique par la possession et l'exploitation des mines, ils sont encore aujourd'hui les maîtres du pays.

Cependant, par leur volonté tenace et par le jeu de la natalité, les Afrikanders parvinrent, en 1948, à gagner la majorité à la Chambre et au Gouvernement, retournant complètement en leur faveur, sur le plan politique tout au moins, une situation qu'ils estimaient depuis longtemps insupportable. Ce fut la revanche de la guerre des Boers. Installés au gouvernement, les Afrikanders ont à leur tour systématiquement évincé les Anglais qui ne se sentent plus chez eux en Afrique du Sud.

Les Noirs, les plus nombreux, réduits à l'état de main-d'œuvre bon marché, se sont découverts des hommes ; quittant la brousse, de gré ou de force, pour travailler dans les villes (plus de 3 millions y vivent aujourd'hui misérablement), leurs bras sont indispensables, mais la politique dite d'apartheid les soumet à un régime qu'aucun être humain ne peut accepter dès qu'il prend conscience de son humanité. Comme partout, la révolte est née d'abord chez les plus évolués, non comme un besoin de se libérer eux-mêmes, et eux seuls, mais comme un devoir de libérer leurs frères avec eux. Nous sommes en 1960, il n'est pas besoin d'autres commentaires.

QUI EST RESPONSABLE ?

Le gouvernement de M. Verwoerd est totalement engagé dans l'application de la politique d'apartheid et ne semble pas

prêt à reculer. Il sait que le contingent britannique ne sera probablement pas envoyé à son secours comme le contingent français en Algérie, d'où une dureté qui est celle du désespoir. Les Noirs, au contraire, sentent toute l'Afrique derrière eux. Pas plus qu'en Algérie, il ne peut y avoir en Afrique du Sud de solution militaire. Les Anglais de l'Union Sud Africaine souhaitent un compromis qui sauvegarde leurs intérêts économiques, ils ont surtout besoin de main-d'œuvre. Les Afrikanders, plus liés à la terre (beaucoup de petits colons n'ont pas la vie facile) redoutent le pire : l'abandon de leurs cultures et l'exil, alors qu'ils n'ont à proprement parler pas d'autre patrie que ce sol fécondé par le travail de leurs ancêtres.

Personne ne peut dire maintenant où va l'Afrique du Sud, mais ce qui est clair c'est que la situation tragique actuelle est le fruit de plusieurs siècles de violence, d'injustice et de racisme. Ce fruit est amer : les hommes ont fait du Cap de Bonne Espérance, le Cap des tempêtes pour y avoir semé pendant trois siècles, le vent de l'égoïsme, du profit et de l'oppression, du colonialisme, pour tout dire.

Qui est responsable ? La race blanche, c'est bien évident, avec son complexe de domination, avec ses faux dieux : le veau d'or, Bacchus, Mars, à peine badigeonnés de couleurs dites chrétiennes. Et ce n'est pas en abattant M. Verwoerd que le problème sera résolu, car cet homme a pour lui l'homme de la rue, toute une majorité solide et décidée.

Trois siècles d'injustice, de violence et d'exploitation de l'homme ne seront pas faciles à liquider, mais ce qui est sûr, c'est qu'aucune solution ne sera trouvée par plus de violence ou d'injustice encore, d'où qu'elle vienne. On n'efface pas l'injustice par une autre injustice en sens contraire.

Le visage odieux et torturé de l'Afrique du Sud nous parle un langage très clair. Honte à nous si nous ne savions reconnaître qu'il nous montre en gros plan des réalités bien plus proches de nous, où notre responsabilité se trouve plus directement engagée et que nous tolérons parce qu'elles nous sont profitables ou plus bêtelement, habituelles.

Qu'il me soit permis, pour conclure, de rappeler les paroles de Jésus, après que des hommes de son pays eurent péri, massacrés par le gouverneur romain : « Croyez-vous que ces Galliléens étaient plus coupables que d'autres ? Non, vous dis-je, mais si vous ne vous repentez pas et ne changez pas, vous périrez tous de même ».

A bon entendeur, salut !

L. VIENNEY,
pasteur.

SOUS LE SIGNE DE L'UNION

Création à Paris d'un Comité pour la justice et l'égalité en Afrique du Sud

SAMEDI 2 avril, un meeting organisé par Présence Africaine, avec la participation de nombreuses organisations, s'est tenu, 61, rue Madame, pour protester contre les événements sanglants qui endeuillent l'Afrique du Sud.

Devant une salle attentive, le professeur Louis Massignon qui présidait, dans son allocution d'ouverture, fit un bref historique des récents événements et stigmatisa les crimes du gouvernement sud-africain.

La parole fut ensuite donnée aux différents orateurs inscrits. Un étudiant noir, de nationalité anglaise, dans un langage émouvant, peignit la tragique situation de ses frères de couleur en Afrique du Sud. Tour à tour, Robert Barrat, représentant des étudiants malgaches, guyanais et guadeloupéens, les porte-parole de la L.I.C.A., de « Témoignage Chrétien », le Pasteur Vogé, dé-

Des messages ou télégrammes de solidarité avaient été envoyés notamment par les présidents Léopold Senghor, Tsiranana, le conseiller Robert Atuly, Emmanuel d'Astier et Joséphine Baker.

Par la résolution adoptée, les participants :

« Expriment leur profonde indignation devant la sauvage répression qui s'abat sur le peuple noir privé des droits les plus élémentaires de l'homme.

« S'inclinent devant les morts de Durban, de Langa, de Sharpeville, de Johannesburg, etc.

« Condamnent les massacres et s'engagent à soutenir effectivement la lutte du peuple d'Afrique.

« Décident la création d'un comité permanent pour la justice et l'égalité en Afrique du Sud. »

Cette résolution a été approuvée par les organisations suivantes : M.R.A.P., L.I.C.A., Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France, Témoignage Chrétien, Association Générale des Etudiants Guadeloupéens, Union des Etudiants Guyanais, Association des Etudiants d'Origine Malgache, Union Fraternelle pour l'Entente entre les Races, Christianisme Social, Société Africaine de Culture.

Au cours d'une première réunion tenue quelques jours plus tard, sous la présidence de M. Massignon, les représentants de ces organisations ont pris des dispositions pour élargir encore le Comité, en faisant appel notamment aux syndicats des mineurs et aux syndicats d'enseignants, ainsi qu'à plusieurs personnalités éminentes représentant tous les horizons de la pensée.

Un plan d'action contre le racisme sud-africain a été élaboré.

Deux télégrammes

Le M.R.A.P. a fait parvenir au Conseil de Sécurité un télégramme lui demandant de prendre des mesures pour le respect de la dignité humaine en Afrique du Sud.

Il a également envoyé un télégramme de solidarité au journal progressiste « New Age », depuis interdit par le gouvernement sud-africain.

noncèrent les crimes commis en Union Sud-Africaine et demandèrent que des mesures immédiates soient prises pour y mettre un terme.

Notre ami M^e Marcel Manville, membre du Bureau National du M.R.A.P., dans une intervention très applaudie, apporta le soutien sans réserve de notre mouvement à l'action unie contre le racisme.

Puis le docteur Aujoulat, à qui le professeur Massignon céda la présidence, et Alioune Diop tirèrent les conclusions de ce meeting, se félicitant de l'unité qui s'y exprimait.

UNE DÉCLARATION de la Ligue Internationale des Droits de l'Homme

Dans une lettre adressée à l'ambassade sud-africaine, la Fédération Internationale des Droits de l'Homme constate qu'étant membre des Nations Unies, l'Etat sud-africain viole cyniquement, non seulement l'article fondamental de la Déclaration universelle, proclamant l'égalité de tous les êtres humains aujourd'hui reconnue par tous, mais qu'il méconnaît même les lois élémentaires d'humanité que tout peuple civilisé tient à honneur de respecter, et l'adjure de revenir, vis-à-vis de ses ressortissants de couleur à une politique plus juste et plus humaine.



Brûler les laissez-passer, c'est le premier acte de révolte contre la servitude.

Perles... d'inculture

L'académie d'Aix Marseille, avait choisi un texte de Balzac pour l'épreuve d'orthographe du B.E.P.C. Après la dictée, les candidats avaient à expliquer entre autres les mots **indigène** et **autochtone**.

Voici quelques « perles » relevées dans les copies.

INDIGÈNE :

- Sens propre : un homme de couleur mêlée, c'est-à-dire un homme de deux tons.
- Des gens de basse classe, des noirs.
- Gens qui ne sont pas seulement d'Afrique mais aussi habitant à côté de la mer. Les indigènes ne sont pas éloignés de tout bruit comme les autochtones.
- Le mot vient du temps où Christophe Colomb a découvert l'Amérique. Croyant être aux Indes, il appela les habitants des Indigènes.

AUTOCHTONE :

- Agé de huit ans (ou bien âgé de 80 ans ou existant depuis huit cents ans environ).
- Famille de huit personnes qui se suffit à elle-même.
- Qui instruit lui-même ses enfants.
- Qui n'ouvre jamais sa porte à personne.
- Religion peu connue ou bien religion dont les partisans croient en Dieu, mais non pas à la Vierge.
- Les HOTTOCHTONES sont un peuple farouche et inhospitalier.
- Peuple qui parle la langue d'oc et qui suit les mœurs des anciens autochtones.

La chronique de la haine

21 mars. — A l'appel du Congrès Panafricain, 50.000 Africains se rendent devant le poste de police de Sharpeville, démunis de leur laissez-passer. La police ouvre le feu. Des dizaines de morts, des centaines de blessés. Simultanément, à Lauga, à Baphelong et à Evation, les mêmes incidents se produisaient, faisant de nombreuses victimes.

23 mars. — A Nyanga, la police ouvre le feu sur des manifestants. Des perquisitions sont effectuées dans les bureaux du Congrès National Africain, du Congrès Démocratique et du Conseil des Syndicats. Cinq membres du Congrès Panafricain sont arrêtés à Johannesburg, dont MM. Sobuwke et Leballo. Le Congrès National Africain décide une grève générale pour le 15 mars.

25 mars. — L'ordre de grève est suivi à 80 %. Nombreuses arrestations. L'opinion publique mondiale s'émeut. Manifestations à Londres. Une réunion du Conseil de Sécurité de l'O.N.U. est décidée.

26 et 27 mars. — Des milliers de grévistes manifestent dans les rues des grandes villes malgré les mesures d'intimidation, et brûlent publiquement leur laissez-passer.

28 mars. — 500.000 Africains participent à la journée de deuil. Le gouvernement a pris la décision d'abolir provisoirement les laissez-passer. Le premier ministre déclare : « Les blancs conserveront leur suprématie ».

29 mars. — Nouvelles scènes de violence à Dube, Worcester, dans les faubourgs de Johannesburg. Nombreux blessés. Un projet de loi portant interdiction du Congrès National Africain est déposé au parlement.

30 mars. — Le gouvernement raciste a choisi l'épreuve de force. Vaste opération de police. 150 arrestations, dont celle du président du Congrès National Africain, Albert Luthuli. Des blancs antiracistes sont également arrêtés. L'état de siège est proclamé dans plusieurs districts. Des unités territoriales sont mobilisées. A l'annonce de ces mesures, 30.000 personnes se rassemblent à Langa et organisent une marche vers le Cap pour délivrer leurs dirigeants.

31 mars. — Sous la protection de l'armée, le parlement siège pendant 16 heures. Dans la région du Cap le gouvernement a donné l'ordre à la troupe d'encercler deux cités de Langa et Nyanga, où sont parqués plusieurs dizaines de milliers d'Africains. Leurs habitants peuvent encore y pénétrer mais ne peuvent plus en sortir. Dans tout le pays, la grève est totale. Des coups de feu ont été tirés par les policiers à Western, localité proche de Johannesburg.

Le Conseil de Sécurité vote une résolution à l'unanimité moins deux abstentions (la France et la Grande-Bretagne). Cette résolution exhorte le gouvernement sud-africain à « abandonner sa politique d'apartheid et de discrimination raciale ».

2 et 3 avril. — Depuis 48 heures, le gouvernement du Dr Verwoerd a déclenché dans la région du Cap des opérations de répression de grande envergure. Une véritable chasse à l'homme se déroule. La police et la troupe sont armées de matraques et de fouets. Les hôpitaux du Cap s'empressent de blessés.

5 avril. — Les pogromes continuent. Les incidents les plus sanglants se sont déroulés à Nyanga et à Lamontville. Un témoin de ces crimes a déclaré : « Même ceux qui obéissent sont battus ». Pour le ministre de la Justice, la mort d'un bébé tué à coups de feu n'est qu'un « accident malheureux ».

6 avril. — 308^e anniversaire de l'installation des blancs en Afrique du Sud. Dans la région du Cap, des milliers de noirs gagnent la brousse malgré les cordons de police. Le Parlement a voté les pouvoirs nécessaires pour mettre hors la loi toutes les organisations politiques jugées subversives. M. Van Rensburg, membre du parti libéral, s'est réfugié au Swaziland, comme l'évêque anglican de Johannesburg.

9 avril. — Au cours d'une exposition agricole, le Président du Conseil des Ministres, le Dr Verwoerd, est victime d'un attentat. Son agresseur, un blanc, David Pratt, est un riche fermier.

10 avril. — Nouvelles mesures de répression.

Un poème inédit de Marie-Magdeleine CARBET

A Marie servante noire

Méditant sur de graves mots humains :
« Justice, équité », mains abandonnées
Et front soucieux, j'allais mon chemin
En fin de journée.

J'allais mon chemin en fin de journée
A travers le bois baignant dans la paix.
Parmi les cailloux, os nus, décharnée,
La sente grimpeait.

Serpent décharné, la sente grimpeait.
Réduits aux tendons, deux noirs mollets, maigres,
Lents, me précédaient. Chaque pas montrait
L'envers du pied nègre.

Chaque pas montrait le plat du pied nègre
Fendillé, calleux, les doigts espacés.
Pied de femme usé, autrefois allégre
Et prompt à danser.

Autrefois léger sans doute à danser,
Agitant volants de dentelle blanche
Sous la jupe à traîne aux plis ramassés
Autour de la hanche.

Jupes ondulant autour de la hanche,
Tu veillas au soin des tables servies,
Célébrant, d'autrui, fêtes et dimanches
Au long de ta vie.

Dimanches d'autrui. Au long de la vie,
Rien ne t'appartint jamais que la faim.
Et puis te voici, toi, ma sœur Marie,
Au bout du chemin.

Tu touches, ma sœur, au bout du chemin,
Ame endolorie et plantes blessées.
Laisse que j'embaume, et qu'entre mes mains,
Les tiennes embrassées.

Permetts qu'en mes mains je tiennes embrassés
Ma part de remords et ton lot de peine.
Pour prix du pardon, voici mon passé
De misère humaine.

DOCUMENTS

Les recommandations adoptées au COLLOQUE de la SORBONNE

Le Colloque des Enseignants et Educateurs sur le racisme, qui s'est tenu à la Sorbonne, le 14 février, a été suivi de premiers effets. D'ores et déjà, différents contacts ont été pris pour la constitution d'un Centre de Liaison des Educateurs contre les préjugés raciaux, qui va éditer un bulletin mensuel, ainsi que des dossiers de documentation périodiques.

Après le compte rendu du Colloque et les textes des interventions et messages que nous avons publiés dans nos deux derniers numéros, nous donnons ici les conclusions des différentes commissions que tous nos amis liront avec un grand intérêt.

I. — PRESSE ET LITTÉRATURE ENFANTINES

C'est M^e de Félice qui rapporte en séance plénière au nom de la Commission de la presse et de la littérature enfantines.

Il montre l'importance que peuvent avoir les lectures faites et les dessins vus dans l'enfance pour la formation des idées et sentiments de l'adulte.

La Commission souhaite notamment :

— que soient dénoncées publiquement et concrètement les manifestations ouvertes ou larvées de racisme qui se trouvent dans les bandes illustrées, dans les journaux et livres pour enfants ;

— que les éducateurs veillent avec soin à l'application de la loi du 16 juillet 1949, qui prescrit les critères et règles que doivent respecter les éditeurs de journaux d'enfants ;

— que cette loi soit appliquée de manière nette et sévère, d'autant plus que les préjugés ethniques y sont spécifiquement dénoncés, et qu'elle soit même renforcée dans un sens qui permettrait la condamnation certaine des publications excitant au racisme ;

— que soit encouragée la presse des Mouvements de jeunesse et la publication de lectures saines qui, sans aboutir à un « préchi-précha » antiraciste, devraient néanmoins exalter et susciter l'esprit de fraternité humaine ;

— que les éducateurs, les enseignants et les familles soient informés sur ces problèmes, en particulier par la publication dans la presse quotidienne et hebdomadaire de critiques des livres d'enfants ;

— que se multiplient les bibliothèques pour enfants ;

— que soient encouragées les collections de livres d'enfants qui amènent à la connaissance des autres peuples et des diverses civilisations ;

— que les écrivains pour enfants choisissent des sujets où se manifeste un large esprit de compréhension.

La Commission constate aussi l'influence, parfois néfaste sur le plan du racisme, d'une certaine « presse du cœur » lue par les adolescents et même les enfants, et souligne qu'« en matière d'éducation, il n'y a pas de détail : la lutte antiraciste est essentielle dans toute éducation ».

II. — ENSEIGNEMENT ET MANUELS SCOLAIRES

Au nom de la Commission de l'Enseignement et des manuels scolaires, Mme Olga Wormser apporte les observations et suggestions suivantes :

1. Il faut envisager, dans l'enseignement, dans les conversations une certaine réforme du vocabulaire, excluant toutes les expressions péjoratives, ou susceptibles de provoquer l'hostilité à l'égard d'autres peuples ou d'autres races. (Un pédagogue anglais a proposé par exemple que l'on dise race rose et race brune, au lieu de race blanche et race noire.).

2. Les instructions ministérielles relatives aux programmes d'histoire et de géographie, qui condamnent déjà l'exaltation d'un patriotisme trop exclusif et chauvin, devraient également recommander la dénonciation du racisme sous des

formes appropriées à tous les degrés de l'enseignement.

3. Les cours des différentes matières, en particulier biologie, histoire et géographie, doivent converger pour faire comprendre l'unité de l'espèce humaine.

4. En instruction civique, il convient de revaloriser les notions de tolérance entre les hommes, de compréhension entre les races. En histoire et en géographie de reconsidérer les données de la colonisation, de faire connaître les civilisations anciennes des peuples colonisés.



Quelques images du Colloque de la Sorbonne. De gauche à droite : M. Léonard Sainville, le professeur Zazzo, M^e Armand Dymenstajn, Mme Fernande Seclet-Riou pendant leurs interventions.

d'utiliser les textes antiracistes des grands hommes du passé, relatifs à ces peuples.

5. Les manuels d'histoire et de géographie, même lorsqu'il n'ont pour objet que l'étude de la France devraient, ne serait-ce que dans l'introduction, faire apparaître aux élèves la simultanéité dans le temps et dans l'espace de l'évolution des civilisations.

6. Les manuels d'histoire devraient, surtout dans les grandes classes, faire état des persécutions généralisées déclenchées par le nazisme, et exalter l'idéal de la Résistance.

7. Il serait bon de fournir les bibliothèques scolaires en ouvrages antiracistes, en particulier les brochures et revues de l'U.N.E.S.C.O.

III. — CINEMA, RADIO, TELEVISION

C'est le cinéaste Henri Calef qui lit la résolution de la Commission du Cinéma, de la Radio et de la Télévision.

La Commission, « malgré les tentatives individuelles pour traiter du problème raciste, auxquelles elle rend hommage, regrette qu'une prise de conscience insuffisante entraîne enseignants, éducateurs, membres responsables de la Télévision, de la Radio et du Cinéma à sous-estimer les répercussions que peuvent avoir sur l'esprit et le comportement des enfants et des adolescents, certains programmes de cinéma, radio, télévision, trop souvent entachés de mépris racial ».

Elle recommande, « appuyant les tentatives déjà existantes pour la diffusion des idées de tolérance, de compréhension et de fraternité humaine :

« 1° le développement des initiatives tant auprès de l'opinion que des pouvoirs publics pour une meilleure contribution à la lutte contre les discriminations raciales et antisémites,

« 2° l'élargissement et la multiplication des contacts entre enseignants et éducateurs d'une part, et les responsables de la création artistique dans le cinéma, la radio et la télévision d'autre part ».

Soulignant « les responsabilités communes aux enseignants, éducateurs et créateurs artistiques alors que cinéma, radio, télévision sont des moyens puissants d'expression », la commission « invite les participants à la rencontre de ce jour, à poursuivre leurs efforts en assurant la coopération de l'opinion publique ».

IV. — LE ROLE DU MILIEU

Le professeur René Zazzo, exposant les conclusions de la Commission qui a étudié le rôle du milieu, constate tout d'abord que, dans ce domaine, il convient d'envisager « une action à très longue échéance », qui est liée d'ailleurs, « au contexte politique et social ».

La Commission fait les observations suivantes :

1. Le milieu constitue le facteur capital dans la formation de l'enfant, surtout en ce qui concerne l'acquisition d'idées racistes.

2. Les familles éclairées peuvent mener une lutte vigoureuse contre les préjugés raciaux. Leur attention est attirée sur l'intérêt qu'il y a à familiariser le plus tôt possible les enfants avec des enfants ou des adultes appartenant à d'autres groupes ethniques.

3. En ce qui concerne les familles moins éclairées, l'action est à la fois nécessaire et difficile. Il est souhaitable que l'école exerce une influence susceptible de rectifier les jugements erronés des enfants et que s'établissent entre les parents et les maîtres des relations confiantes permettant d'aborder ces problèmes.

4. Une action indirecte efficace peut être menée en particulier sur le plan professionnel par les syndicats.

5. Les Eglises, fidèles à leur inspiration originelle, se doivent de veiller soigneusement à ce que leur enseignement ne puisse en aucun cas favoriser chez les enfants le mépris envers les hommes d'une autre religion.

6. Il y a lieu d'encourager les échanges et correspondances scolaires entre enfants appartenant à des communautés ethniques et nationales différentes.

LE 29 MAI, A L'U.N.E.S.C.O. (Suite de la première page)

L'Assemblée Nationale il y a juste un an, le Colloque des Educateurs qui s'est tenu en février à la Sorbonne sont, par exemple, des réalisations ayant leur origine dans les débats et les directives de nos Journées Nationales.

Cette heureuse tradition n'existerait pas qu'il faudrait absolument, cette année, sinon l'instaurer, du moins organiser une manifestation semblable, répondant aux mêmes préoccupations, visant aux mêmes objectifs. C'est dire que la 12^e Journée Nationale vient à son heure.

DANS la dernière période, d'innombrables Français ont pris conscience, brusquement, que le racisme était un problème d'actualité.

Chez nous, comme dans beaucoup d'autres pays, nous avons assisté, au début de l'année, à cet odieux défi lancé au monde civilisé par les néo-nazis en mal de revanche, menaçant à nouveau de la croix gammée les Juifs d'abord, et avec eux tous les peuples.

Puis, horribles, dramatiques forfaits, ce furent les crimes perpétrés en Afrique du Sud contre les noirs, qui ne nous font pas oublier, bien au contraire, le drame algérien, à plus d'un égard comparable à celui qui se joue à l'autre bout du continent.

Devant ces déchainements de haines et de violences, la riposte s'est affirmée. Et nous avons constaté avec satisfaction la part active qu'y prenait la jeunesse, ainsi que l'inébranlable attachement de notre peuple tout entier à l'idéal des Droits de l'Homme, à la dignité humaine,

conformément à ses plus généreuses traditions.

La 12^e Journée Nationale sera l'occasion pour les antiracistes de faire le point de ces batailles récentes, d'en tirer les leçons, pour combattre plus efficacement encore cette idéologie antihumaine, ces crimes contre l'humanité que le racisme porte en lui.

SOUS nos yeux, le monde se transforme à un rythme vertigineux.

Le périple en France de M. Khrouchtchev, après son voyage aux Etats-Unis, les prises de contact qui se multiplient entre chefs d'Etats, la Conférence au Sommet qui se prépare, les discussions en cours sur le désarmement et l'arrêt des expériences nucléaires : tout cela témoigne d'un courant non seulement vers la liquidation de la « guerre froide », mais aussi vers plus de compréhension et d'amitié entre les nations.

Parallèlement, le processus de « décolonisation » s'accélère. En Afrique, en Asie, en Amérique latine, des peuples décrétés naguère « inférieurs », s'imposent, en dépit des heurts et des difficultés, comme des membres à part entière de la grande famille humaine, qui semble pouvoir s'achever, au terme d'une évolution historiquement rapide, vers une réconciliation générale.

Dès lors, le racisme apparaît comme l'un des obstacles majeurs à cette évolution, dans la mesure où des gouvernements l'utilisent (ou le tolèrent) pour dresser les peuples ou les hommes les uns contre les autres ; dans la mesure

aussi où il freine les rapprochements au niveau des individus.

Tant que les haines raciales empoisonneront la vie sociale, tant qu'elles exciteront des esprits, pourra-t-on parler vraiment de paix ?

Ainsi, la lutte antiraciste se trouve être le complément indispensable, sur un plan différent, des rencontres internationales, des négociations qui devraient, partout, mettre fin aux conflits armés.

SE déroulant dans ce contexte nouveau, la 12^e Journée Nationale revêt une importance exceptionnelle. Il s'agit, ni plus ni moins, d'aider la conscience des hommes à se mettre au diapason des profondes transformations que subit aujourd'hui le monde — et d'œuvrer par là même à ces transformations nécessaires.

Une telle tâche intéresse tous les Français. Aussi, ne considérons-nous pas la Journée Nationale comme le fait de notre seul Mouvement. Elle doit être une vaste confrontation entre tous les courants de la pensée française, tous les milieux sociaux, politiques et religieux. Tous les groupements, tous les citoyens — et ils sont légion — à qui ce combat tient à cœur, sont invités chaleureusement, sans exclusive ni préalable, aux assises du 29 mai.

Comment les antiracistes ne trouveraient-ils pas un langage commun, quand ils se donnent pour mission d'unir l'ensemble des hommes ?

A. L.

Pour permettre à la douzième Journée Nationale une étude approfondie des problèmes posés, un AVANT-RAPPORT sera à la disposition des militants et amis du M.R.A.P. dès la fin avril. Il pourra être discuté par les différents comités antiracistes et au sein des associations intéressées.

Les principaux thèmes discutés (dont certains feront l'objet de rapports particuliers) seront les suivants : les antiracistes et la détente ; les diverses formes du racisme en France ; l'internationale nazie ; la jeunesse et l'éducation antiraciste ; l'action judiciaire contre le racisme ; l'évolution de l'Afrique.

Pour tous renseignements sur la Journée Nationale, pour y participer ou aider à sa préparation, s'adresser au M.R.A.P., 15, rue du Faubourg-Montmartre, Paris (9^e). Tél. PRO 82-78. On peut d'ores et déjà retirer les invitations et les mandats de délégués.

AUTEURS,

LOUIS DROUOT - SOULANGES
EDITEUR - LIBRAIRE

ACCEPTE ET DIFFUSE DE BONS
MANUSCRITS

« LE LIVRE OUVERT »

20, rue de l'Odéon, PARIS-VI^e — Téléphone DANton 25-38
C.C.P. PARIS 15.997-38

AUTEURS confiez-nous vos MANUSCRITS

GRAND CHOIX DE LIVRES ET DISQUES ANTILLAIS

« DROIT ET LIBERTE » EST EN VENTE AU « LIVRE OUVERT »

Le danger qui vient d'Outre-Rhin

Le mois dernier, le **New York Times** a révélé que M. Strauss, ministre de la Guerre du gouvernement de Bonn, avait fait à Madrid démarches sur démarches pour obtenir l'autorisation d'établir en Espagne les camps d'entraînement pour des formations militaires allemandes et spécialement la permission de construire du côté de Bilbao, centre du bassin minier espagnol, des établissements sidérurgiques et des laboratoires pour fabriquer des bombes thermonucléaires et des fusées intercontinentales.

Comme M. Strauss a engagé ces pourparlers en dehors de toute entente avec l'Etat-Major de l'O.T.A.N., la révélation du journal américain a fait scandale.

De bonnes âmes auraient pu croire que, pris la main dans le sac, le ministre allemand de la Guerre se serait excusé. Ce serait mal connaître les dirigeants allemands. Quand ils se sentent le vent en poupe, il se paient d'audace et préfèrent crâner. C'est ce que n'a pas manqué de faire M. Strauss. Sitôt ses intrigues découvertes, il a déclaré à cor et à cri qu'il était inadmissible que la Bundeswehr ne dispose pas de camps d'entraînement suffisants pour toutes ses troupes. Le territoire de l'Allemagne Fédérale n'ayant guère que 200 kilomètres de largeur, le ministre allemand de la Guerre a posé comme un droit absolu pour l'Allemagne de disposer à l'étranger de dépôts où entasser toutes les munitions qui devraient suffire à la Bundeswehr pour 90 jours de guerre, de camps d'entraînement pour ses troupes et de rampes de lancement pour de futures fusées allemandes armées d'ogives nucléaires. C'est là le langage que le ministre allemand vient de tenir le 3 avril dernier à la conférence qui réunissait à Paris les ministres des Etats membres de l'O.T.A.N.

L'Angleterre, qui redoute à juste titre le réarmement de l'Allemagne et la création de bases allemandes à l'étranger, a fait valoir qu'une guerre nucléaire ne durerait sans doute pas plus de trente jours, qu'il suffisait donc de prévoir des dépôts pouvant contenir les munitions nécessaires pour un mois de combat. La conférence de l'O.T.A.N. n'a pas conclu.

Nonobstant les conseils de modération donnés de toutes parts à son endroit, M. Strauss a engagé toujours dans le même but des pourparlers avec tous les pays de l'Europe : outre l'Espagne, la Belgique, la Hollande, la France, l'Italie et la Grèce.

La Belgique, toujours disposée à aliéner sa propre souveraineté à quoi elle ne tient plus beaucoup, aurait déjà accepté l'installation sur son sol de camps d'entraînement pour les troupes allemandes ! La

de l'aveuglement des nations occidentales ?

PAR
Bernard LAVERGNE

Professeur honoraire
à la Faculté de Droit

Grèce aurait accepté l'installation de rampes de lancement de fusées. A voir que le réarmement actuel de l'Allemagne Fédérale est plus rapide que celui qu'a effectué Hitler après 1934 (les dépenses mili-



On jouait « Le Journal d'Anne Frank » à Barcelone. Les nazis d'outre-Pyrénées n'ont rien à envier à ceux d'outre-Rhin.

taires de l'Allemagne de Bonn cette année atteignent déjà 1.000 milliards de francs anciens et atteindront très probablement 1.500 et 1.800 milliards de francs en 1961 et 1962), à voir la volonté des gouvernants allemands de disposer au plus tôt d'armes atomiques, ainsi que l'ont proclamé non seulement M. Strauss, mais M. von Merkatz, le 2 avril (**Le Monde**, 3 avril), comment ne pas être rempli de la crainte qu'un jour ou l'autre l'armée allemande reconstituée pourra être le « détonateur » qui provoquerait la troisième guerre mondiale ? Comment ne pas être épouvantés

me l'état-major allemand se décidera à envahir tôt ou tard par une action foudroyante l'Allemagne de l'Est et, s'il se peut, la Pologne. Comme très certainement les divisions russes stationnées en Allemagne de l'Est combatront vigoureusement les forces allemandes, on voit qu'une guerre générale pourra en résulter. C'est cet épouvantable danger que toute personne sensée veut conjurer en arrêtant le réarmement allemand, mais ni le Pentagone américain, ni même le gouvernement français n'a encore la moindre notion de ce danger cependant très grand !

Combien de Français ont un bandeau sur les yeux par rapport à l'Allemagne ? Comme l'a dit M. « K. » : jamais l'U.R.S.S. ne permettra la modification de la frontière polonaise sur l'Oder-Neisse. Dès lors l'Allemagne, repoussée à l'Est, ne pourra trouver de grandes tentations qu'à l'Ouest ; elle pourra annexer la Belgique qui ne ferait qu'une faible résistance. C'est aussi la France, c'est notre Alsace-Lorraine qui risquera un jour d'être l'objet d'une agression de la part de l'armée allemande. Comme toute l'armée française est en Algérie, les forces allemandes pourront quand elles le voudront envahir la France pour la quatrième fois, et même le Général de Gaulle ne pourrait que rester impuissant devant la promenade militaire de la Bundeswehr sur notre sol ! Les gouvernants allemands entretiennent depuis plusieurs années un Bureau de l'Alsace-Lorraine au ministère allemand de l'Intérieur, car jamais le cabinet de Bonn n'a accepté de déclarer publiquement qu'il renonçait à l'Alsace-Lorraine. Le ministre fédéral allemand, M. Jacob Kaiser, a proclamé depuis longtemps que l'Alsace-Lorraine était partie intégrante de la Grande-Allemagne. Le jour donc où les généraux allemands voudront envahir l'Alsace-Lorraine qui sera sans défense, que pourrions-nous faire sinon crier au scandale ? mais ni les Anglais, ni les Américains ne viendront sans doute à notre secours. Seule une alliance politique franco-russe nous mettrait à l'abri de ce danger.

La plupart des Français et le Général de Gaulle lui-même s'étant ralliés, sans en être conscients, à la politique de Munich — « l'Allemagne est notre bonne et éternelle amie, tandis que l'U.R.S.S. est notre ennemi numéro 1 » — ne faut-il pas penser qu'il y a en France quelque chose de troublé, comme disait Hamlet parlant du royaume du Danemark ? Les Français des classes dirigeantes n'ont-ils pas perdu l'esprit ? C'est la question qui se pose à quiconque a encore conservé un atome de raison.

L'internationale brune en action

La campagne de croix gammées, déclenchée en Allemagne Fédérale, la nuit de Noël, et qui rapidement, instantanément dirions-nous, s'est propagée sous une même forme dans de nombreux pays, était-elle orchestrée ?

Cette supposition n'est pas sans fondement, car nous savons que dans de nombreux pays en particulier en Suède, en Espagne et en Allemagne Fédérale, de nombreuses organisations nazies ou pro-nazies se sont reconstituées, ou même comme en Suède et en Espagne n'ont jamais cessé leurs activités.

Des faits ? En voici.

C'est en mai 1951, à Malmö (Suède) que se tint le premier congrès dit « du Mouvement Social Européen » réunissant des militants fascistes et néo-nazis de différents pays d'Europe, qui créa une Internationale fasciste et antisémite. Parmi les participants à ce congrès, Maurice Bardèche, condamné par un tribunal français pour apologie du nazisme, et qui aujourd'hui, continue en plein jour son travail d'excitation à la haine.

Le but de ce congrès peut se résumer par cette phrase : « éliminer complètement et définitivement l'influence exercée par le judaïsme, le libéralisme bourgeois et le marxisme ». Bardèche entre autres fut désigné pour faire partie du comité exécutif du groupement.

Depuis sa création, le mouvement de Malmö a tenu un certain nombre de rassemblements plus ou moins clandestins, sous les auspices de « Nation Europa » organe mensuel allemand de l'Internationale fasciste paraissant à Cobourg. Récemment s'est tenu en cette ville un congrès de la « Société des Jeunes Européens ». Parmi les orateurs figuraient le jehrer de la presse de l'Allemagne nazie : Helmut Sundermann, qui est actuellement éditeur. A ce congrès figurait une exposition de littérature nazie groupant 15 éditeurs, dont un de Paris.

Le « nouvel ordre européen » fait état de 16 publications qui ont pignon sur rue, entre autres, en France « Fidélité » à Paris et « La Bretagne réelle » dans les Côtes-du-Nord.

En Allemagne Fédérale, les journaux du « mouvement » qui compte 25.000 membres, tiraient à environ 50.000 exemplaires, distribués gratuitement.

Indépendamment de ce mouvement, il existe de nombreuses autres organisations fascistes, toutes entretenant entre elles de nombreux contacts sur le plan international tels le « rassemblement nordique », les « croix fléchées » dont les filiales sont : le « parti national socialiste danois », le « Mouvement National Belge », le « Mouvement Populaire Français » (son sigle voisine parfois avec celui de « Jeune Nation » dans les couloirs du métro, à Paris).

En Allemagne de Bonn, il existe également le « Parti du Reich Allemand » avec à sa tête de hauts dignitaires de l'ancien régime, tel l'ex-général S.S. Heinderg, et Hans Rudel, qui fut l'adjoint de Goering. Ce « Parti » développe des dizaines d'organisations néo-nazies.

On estime à plusieurs centaines de milliers d'adhérents ou de sympathisants, ces néo-nazis qui jouissent de privilèges et de complicités parmi les dirigeants de l'Allemagne Fédérale.

On estime à plus de 150 milliards les pensions versées aux ex-Hitlériens.

Et en France ?

L'Internationale nazie a elle aussi de nombreuses ramifications. Telle une pieuvre, sous le couvert de tel ou tel mouvement soi-disant national elle profite des moindres failles pour y glisser ses tentacules. Les multiples attentats contre les organisations fidèles à l'esprit de la Résistance, ou contre les synagogues, les inscriptions injurieuses sur les murs, la destruction du monument de la Résistance à Lyon, les agressions contre les étudiants noirs, etc. : nous pourrions citer maintes manifestations de l'activité néo-fasciste, sans oublier les barricades d'Alger.

Parmi tous les mouvements qui en sont les initiateurs, on peut citer le « Front National Français », avec à sa tête Ortiz, ce même Ortiz qui après les événements d'Alger se serait rendu soit en Allemagne de Bonn, soit en Espagne où opère l'ex-colonel S.S. Skorzeny, dirigeant du mouvement nazi en Europe, « Jeune Nation », à la croix celtique, fidèle copie de la croix gammée, le M.P. 13 avec à sa tête Bilger, ancien secrétaire du gauleiter de Moselle, le « Nouvel Ordre Européen » et d'autres groupuscules, plus ou moins connus, mais tous aussi dangereux. Ces organisations fascistes disposent de publications qu'il est nécessaire de dénoncer : celle de Bardèche, « Défense de l'Occident », « L'Europe réelle », « L'Assaut », « Révolte », « Jeune Nation », « Rivarol », « Aspects de la France ».

Leurs mots d'ordre comportent la « défense de la pureté de la race », la création d'une « union entre les peuples de race blanche », en un mot le racisme comme aux heures sombres de l'occupation.

Les croix gammées sur nos murs, sur les boutiques de commerçants israélites, les plaques apposées à la mémoire des résistants souillées par des vandales, seraient pour certains le fait de quelques gamins en mal de « taloches ». Non, le mal est plus grave, la racine plus profonde, le fascisme n'a pas désarmé. Après des années de silence relatif, il relève la tête. Cela ne doit pas être, cela ne sera pas.

L'action du M.R.A.P. (suite)

UNE BELLE REUNION A TOULOUSE

Le M.R.A.P. a tenu à Toulouse, le 23 mars, une belle réunion d'information, dans la grande salle du café Borios, place du Capitole.

Parmi les nombreux participants, on notait la présence de plusieurs professeurs de l'Université, de nombreux étudiants africains, et des représentants de diverses associations.

L'exposé de notre ami M^{re} Manville,

membre du Bureau National du M.R.A.P., fut suivi d'un débat approfondi, à la suite duquel fut élu un bureau provisoire, qui tiendra sa première réunion à la fin d'avril.

Une grande réunion publique aura lieu à Toulouse, le samedi 7 mai, à 21 heures, à l'ancienne Faculté des Lettres, pour la commémoration de l'insurrection du ghetto de Varsovie.

M^{re} Jean Schapira, membre du Bureau National du M.R.A.P., prendra la parole. La soirée se terminera par la projection d'un film.

UNE ASSEMBLEE D'INFORMATION A BORDEAUX

Nos amis de Bordeaux ont organisé récemment une réunion de diverses personnalités de toutes tendances, qui ont décidé d'apporter leur appui au M.R.A.P.

Avec leur participation, une assemblée d'information aura lieu le samedi 23 avril, à 17 heures, à l'Athénée Municipal, pour l'élection du comité local.

SOIREE CINEMATOGRAPHIQUE A LIVRY-GARGAN

Le Comité du M.R.A.P. de Livry-Gargan et Pavillons-sous-Bois organise, le mardi 26 avril, à 20 h. 45, une grande soirée cinématographique, à la salle « Mon Ciné » (Livry-Gargan).

Les deux films « Nuit et Brouillard » et « Maître après Dieu » seront projetés. Un bref exposé sera fait par Roger Maria.

La jeunesse étudiante

(Suite de la page 8)

organisée par le comité antiraciste et antifasciste.

Après un exposé de M^{re} Manville, sur les menées racistes et sur l'action de notre Mouvement, un débat a eu lieu, et le comité a recueilli de nombreuses adhésions.

CREATION D'UN COMITE ANTIRACISTE AU LYCEE SOPHIE-GERMAIN

Les lycéennes de Sophie-Germain ont décidé, elles aussi, de constituer un comité antiraciste.

A cet effet, une réunion se tiendra le samedi 23 avril, à 17 heures, à la Brasserie Henri-IV (salle du 1^{er} étage).

Le débat sera ouvert par notre ami Roger Maria, membre du Conseil National du M.R.A.P.

Il y a 17 ans
au cours d'un
combat héroïque

Insurgés dans le GHETTO DE VARSOVIE 40.000 "sous-hommes" tenaient tête un mois durant aux forces nazies déchaînées

MAI 1945. De l'hallucinante vision de Varsovie en ruines, des ruines vivantes, où les habitants commençaient à revenir pour compter leurs disparus et leurs biens en ce monde, une image reste particulièrement frappante : le désert du ghetto, silencieux, mort, une mer de pierres et de ferrailles, une sorte de monstrueux champ de batailles où l'on ne pouvait imaginer que plus de quatre cent mille êtres vivants avaient durant trois ans, mené une vie concentrationnaire, peu à peu décimés par la faim et les déportations, jusqu'à ce que le 19 avril 1943, une révolte soulevât cette prison.

Les 40.000 survivants n'y participèrent pas tous et cependant, cette révolte devait, durant près d'un mois, mobiliser les forces de l'ennemi. Lorsque le général de brigade S.S. Stroop prononce, le 16 mai 1943, la phrase lugubrement historique : « Le ci-devant quartier juif de Varsovie

n'existe plus », les combats ne cessent pas encore ; « les grandes opérations ont pris fin », mais les survivants, les hommes des ruines, font encore des sorties nocturnes contre l'occupant. Ils mènent une existence menacée dans les caves, dans les égouts de Varsovie qui jouèrent un si grand rôle dans la préparation et le déroulement de l'insurrection.

Un Kommando d'Auschwitz est envoyé pour déblayer les ruines du ghetto, pour récupérer l'or, les bijoux que les nazis espèrent encore y trouver. Mais ils ne trouvèrent pas les chroniques secrètes rédigées au jour le jour par Emmanuel Ringelblum. Il devait être exécuté le 7 mars 1944 dans les ruines du ghetto ; mais on peut voir aujourd'hui à l'Institut Juif d'Histoire de Varsovie, les bidons de lait dans lesquels une partie des chroniques fut enfouie, chroniques essentielles pour saisir l'histoire d'une des pages les plus terribles de la 2^e guerre mondiale : la vie et la mort, la révolte et l'écrasement du ghetto de Varsovie, un événement si hors de mesure qu'il n'a pas fini de susciter les passions des survivants et des historiens.

Une énorme littérature a été consacrée au ghetto et à l'insurrection, témoignages

de ceux qui défendent le Conseil Juif (Judenrat), de ceux qui font son procès, déroulement de la révolte au jour le jour retracé par les participants ou par les S.S. (les fameux ordres de bataille de Stroop), récits romancés comme « La muraille » de John Helsey, ou « L'Arche ensevelie » d'Axelrad. Des films ont transmis l'image du ghetto, de ses cachettes, de ses égouts. Mais l'image, le récit, le roman, les polémiques, peuvent-ils ressusciter les véritables dimensions de ces quatre années de terreur où s'engloutirent tant de vies ?

THEORIQUEMENT coupé de toutes communications avec la ville, avec le monde, le ghetto n'était pas sans recevoir l'écho de la gigantesque bataille qui se livrait et dont il se sentait l'un des enjeux. Par ses liaisons secrètes avec

par
Olga WORMSER
Membre du Comité d'Histoire
de la seconde Guerre Mondiale

la partie « aryenne » de la ville, par la radio, par les messages clandestins, il lui était donné de frémir au récit des pogromes, de deviner que les déportés n'allaient pas « travailler de leur métier », de se réjouir à la résistance de Stalingrad ou au débarquement en Afrique du Nord. Lorsque, comme une flamme, comme un défi, jaillit la révolte du 19 avril 1943, elle couvrait depuis longtemps déjà.

A cette date, et depuis le 15 novembre 1940, le ghetto constituait un monde condamné où s'applique avant même qu'elle soit formulée par le général S.S. Pohl, la loi d'extermination par le travail. Peu à peu dépouillés de tout ce qu'ils possédaient, entassés, réduits à une nourriture de plus en plus inexistante, astreints au travail forcé dans les ateliers installés à l'intérieur du ghetto, ces ouvriers misérables qui doivent œuvrer pour l'industrie nazie, sont destinés pourtant à disparaître.

Le 21 juillet 1942, le Conseil Juif annonce une déportation massive qui va devenir effective le 3 octobre. Cette annonce va mobiliser toutes les forces de résistance qui, depuis 1940, avaient pris de multiples visages, réunions clandestines, tracts, efforts de préservation des enfants, intensité d'une vie intellectuelle et artistique, qu'exacerbaient la menace de la déportation et la mort toujours proche, mais aussi attentats contre les Allemands et des collaborateurs. Nous n'avons pas à juger ici du rôle du Conseil Juif créé par les Allemands dans le seul but de faire admettre à la communauté le resserrement progressif de l'étreinte mortelle. Pour certains historiens, il a tenté d'atténuer la rigueur des ordres, de gagner du temps, de ruser avec ses maîtres, mais la majorité des survivants lui reproche ses compromissions, son inutile double jeu, puisque la fin était inéluctable.

Quoi qu'il en soit, c'est contre le Conseil Juif également que va se mobiliser la résistance. Parmi les diverses couches sociales du ghetto, se retrouvent les éléments divers qui ont constitué toutes les résistances nationales, ceux qui voulaient seulement sauver des vies condamnées, ceux qui voulaient participer à la lutte du peuple polonais tout entier pour sa libération, à la lutte pour l'écrasement du nazisme. Nous n'avons pas non plus à juger ici des rapports entre la résistance du ghetto et les diverses formations politiques. Disons seulement qu'à partir du 20 octobre 1942, se forme un Comité de coordination de tous les mouvements de résistance, révolutionnaires de toutes tendances, groupements ouvriers sionistes de gauche, plus tard, éléments de gauche du Bund, socialistes, communistes : tous allaient former un bloc antifasciste dont certains éléments avaient déjà, le 15 mai 1942, lancé un appel à la lutte contre le fascisme.

Des dépôts d'armes se constituent, des groupes de combat s'exercent au tir, mais les attentats individuels, la résistance désespérée de quelques-uns, ne purent empêcher que, dès le 21 septembre, plus des trois quarts de la population eût déjà été déportée, plus de 300.000 hommes, femmes, enfants.

LE Comité de coordination des mouvements de résistance ne devait plus lutter que pour 40.000 vivants. Il savait que c'était une lutte sans espoir : « Nous organisons une défense du ghetto,

non parce que nous croyons que le ghetto puisse être défendu, mais pour que le monde voie le désespoir de notre combat, comme une manifestation et un reproche ».

Dans le ghetto, à la veille de l'insurrection, la radio lançait des appels, et des manifestes placardés par « l'organisation juive de combat » appelaient les hommes et les femmes à la lutte : « Au nom des millions de juifs qui ont été assassinés, au nom de ceux qui combattent avec tant d'héroïsme, et en notre nom à tous qui sommes condamnés à mourir, nous en appelons au monde entier ». La lutte allait se déchaîner pour empêcher la dernière action massive d'évacuation prévue pour avril.

Il fallut près d'un mois pour soumettre ces « sous-hommes », épuisés par des privations sans nombre, qui devaient forger eux-mêmes leurs armes. Dès les premiers jours et de l'aveu même de Stroop, ils font reculer un tank et des chars blindés.

Nous empruntons aux rapports de Stroop l'histoire du combat : « Les femmes faisant partie des groupes de combat étaient armées de la même manière que les hommes, il n'était pas rare de voir ces femmes se servir de revolvers des deux mains à la fois... Ils tirèrent jusqu'au dernier moment et se jetèrent ensuite dans la rue, souvent de la hauteur du 4^e étage... La plupart des membres de la bande, divisés en unités de combat, ont été tués ou se sont volontairement donné la mort ».

Et ces hommes épuisés, lorsqu'ils sont faits prisonniers, se refusent à donner des renseignements sur l'emplacement des caches, sur les dépôts d'armes, ces armes qui firent tant défaut aux insurgés. Ils appelaient la population à se défendre par tous les moyens, à prendre une hache, une barre à mine : « Que votre maison devienne une barricade, lutez ». 22 groupes de combat comprenant chacun 20 à 30 personnes ont tenu tête près d'un mois contre les troupes jetées dans la bataille par les nazis : 1.000 hommes d'infanterie, 1.000 S.S. de l'armée des blindés, 2 groupes d'artillerie, 1 groupe de la police de sécurité, etc...

HORS du ghetto, la résistance polonaise assiste impuissante à l'écrasement et à la lutte, malgré de multiples appels lancés : « Polonais, les Allemands ont condamné à mort 30.000 juifs. De vos demeures, vous entendez les coups de feu. Les femmes et les enfants eux-mêmes se défendent les mains vides. Accourez à leur secours ». Mais quels secours pourraient sauver les survivants ?

Dans tous les ateliers, dans toutes les maisons, les combattants luttent pied à pied, mais s'épuisent ; l'évacuation d'une partie des combattants est décidée. Ils doivent gagner les bois en passant par les égouts. Stroop fait sauter leurs toitures et fait garder les bouches d'égouts militairement, tandis que l'incendie s'étend.

La résistance armée faiblit peu à peu. Le 7 mai, Stroop décide d'en finir et de s'emparer du 18 de la rue Miła où était retranché l'état-major de l'insurrection. Le 18 est encerclé ; malgré une résistance désespérée, l'état-major ne pourra tenir ; certains de ses membres se suicident pour ne pas tomber aux mains de l'ennemi. La lutte se poursuit dans les égouts. C'est le 16 mai que Stroop signe son bulletin de victoire, mais les hommes des ruines opèreront encore longtemps contre l'occupant.

VARSOVIE devait trembler tout entière de l'explosion de la synagogue du ghetto décidée pour célébrer la victoire nazie. D'après Stroop, plus de 5.000 juifs périrent les armes à la main. La majorité des habitants du ghetto avait été exterminée durant l'insurrection, mais cette lutte ne fut pas vaine : elle coûta cher à l'occupant, mais surtout elle mobilisa la volonté de lutte de la Pologne et du monde. La résistance désespérée de ces « sous-hommes » méprisés devait sonner aux yeux du régime nazi comme le premier tocsin de sa défaite future.

Aujourd'hui, les ruines du ghetto sont déblayées, un quartier neuf s'élève sur son emplacement, mais le monument qui rappelle son existence n'est pas seulement un souvenir de défaite : au bas-relief des déportations, de Massacre des Innocents qui orne l'une des faces, s'oppose l'image des résistants en armes, grâce auxquels la fin du ghetto de Varsovie s'inscrit dans l'histoire et la légende des peuples, comme une apologie du courage désespéré qui est peut-être le véritable héroïsme, et témoigne en faveur de l'homme.

Lisez et faites lire

Les Cahiers du petit David

De mars 1940 à juin 1942, dans un village polonais, un enfant de 14 ans, David Rubinowicz, a écrit son journal. Dans de simples cahiers d'écolier, il raconte au jour le jour ce qu'était la vie difficile et constamment menacée d'une famille juive sous l'occupation nazie.

David Rubinowicz a été déporté. Ses cahiers qu'on vient de découvrir, et qu'on a comparés au Journal d'Anne Frank, sont édités comme supplément à « Droit et Liberté », avec une préface de Pierre Paff.

Il faut lire et faire lire ce document bouleversant.

Commandez-le dès maintenant à « Droit et Liberté », 15, faubourg Montmartre, Paris-9^e. C.C.P. 6070-98 Paris. L'exemplaire : 2 NF.



La Première Page

1940

21 mars. — Le matin de bonne heure, je marchais dans le village où nous habitons. J'ai vu de loin une affiche sur le mur du magasin : je suis allé la lire. On y disait que les Juifs ne se déplaceraient plus en charrette (les trains leur étaient interdits depuis longtemps).

4 avril. — Je me suis levé plus tôt, je devais me rendre à Kielce. Je suis sorti après le petit déjeuner. J'étais triste de suivre tout seul les sentiers à travers champs. Je suis entré dans Kielce après un trajet de quatre heures. Arrivé chez mon oncle, je les vis tous attristés et j'appris qu'on expulsait les Juifs de certaines rues. Je fus attristé moi aussi. Le soir, je suis allé régler des affaires.

5 avril. — Je n'ai pas dormi de la nuit, des pensées étranges me couraient dans la tête. Je suis reparti après le petit déjeuner.

12 avril. — Papa m'a permis d'apprendre à monter à bicyclette. Je suis allé chez un garçon qui a une bicyclette pour qu'il m'apprenne à monter. Il a accepté.

20 avril. — J'ai monté à bicyclette aujourd'hui aussi. Je sais déjà me mettre en selle. Le garçon n'a pas voulu m'en apprendre davantage.

14 mai. — Voici quinze jours que la pluie tombe et tombe. Je n'ai rien à noter dans mon journal.

28 mai. — Pour la première fois de ma vie je suis allé avec mon frère ramasser des champignons dans la forêt, bien que nous ne connaissions pas le chemin. Bien que nous cherchions des champignons pour la première fois, nous avons trouvé quelques mousserons. Des champignons, il n'y en a pas encore.

9 juin. — Aujourd'hui il y a eu les manœuvres de l'armée allemande. Toute la troupe s'est disséminée à travers champs ; il ont monté des mitrailleuses et ils tiraient les uns sur les autres.

18 juin. — La police à la recherche d'effets militaires a perquisitionné chez nous. Les agents m'ont interrogé pour savoir où ceux-ci se trouvaient et j'ai toujours répondu qu'il n'y en avait pas. Ils n'ont rien trouvé et ils sont repartis.

30 juin. — Je me sens faible, j'ai un peu de fièvre, Mamon m'a dit de me coucher. J'ai la grippe. Je n'ai pas d'appétit, je mange seulement un peu de bouillie.

7 juillet. — Je suis malade depuis huit jours. Aujourd'hui je me sens mieux. Je me suis assis à la fenêtre et j'ai regardé les champs tout verts. Il me plaît de les regarder, j'ai passé toute une semaine sans regarder par la fenêtre.

11 juillet. — Je suis rétabli. Je suis sorti, le soleil brillait et il faisait chaud. J'ai passé toute la journée dehors. Je ne voulais pas rester à la maison.

16 juillet. — Chaque jour je deviens plus gai après cette maladie. Combien les journées sont gaies et ensoleillées.

5 août. — Hier, le garde-champêtre de la commune est venu chez le maire. Il a dit que tous les Juifs et leurs familles doivent aller se faire inscrire à la mairie. Nous y étions à 7 heures. Nous y sommes restés plusieurs heures. Les grandes personnes ont élu le Conseil juif des Anciens. Puis nous sommes rentrés à la maison.